



Cipango

Cahiers d'études japonaises

23 | 2020

Charbon et communautés minières au Japon

Les parias des houillères du Chikuhō : assimilation ou surdiscrimination ?

The Pariahs of the Coal Mines of Chikuhō: Assimilation or Over-Discrimination?

Kaiko Miyazaki



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cipango/3496>

DOI : 10.4000/cipango.3496

ISBN : 9782858313433

ISSN : 2260-7706

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2020

ISBN : 9782858313426

ISSN : 1164-5857

Référence électronique

Kaiko Miyazaki, « Les parias des houillères du Chikuhō : assimilation ou surdiscrimination ? », *Cipango* [En ligne], 23 | 2020, mis en ligne le 16 juin 2020, consulté le 15 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/cipango/3496> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cipango.3496>



Cipango est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Les parias des houillères du Chikuhō : assimilation ou surdiscrimination ?

*The Pariahs of the Coal Mines of Chikuhō:
Assimilation or Over-Discrimination?*

Kaiko MIYAZAKI
CEJ, Inalco

La région du Chikuhō 筑豊¹, au nord du Kyūshū, fut, jusqu'aux années 1950, l'une des principales zones de production de charbon du Japon². Par la suite, ses houillères furent dépassées par celles du bassin minier d'Ishikari, à Hokkaidō, alors que la production nationale de charbon entamait sa phase de déclin. Si la dernière mine du Chikuhō a fermé en 1976, cette région reste encore fortement associée à l'histoire du charbon, comme en témoigne la reprise fréquente, jusqu'à Tōkyō, du *Tankōbushi* 炭坑節, le chant des mineurs du Chikuhō, dans les fêtes religieuses du Bon.

1. Le Chikuhō n'ayant pas de limites administratives strictes, nous suivons l'usage des historiens japonais, qui se réfèrent à ses quatre « districts » (*gun* 郡), à savoir ceux de Kaho 嘉穂, Kurate 鞍手, Onga 遠賀 et Tagawa 田川, tous situés dans le département de Fukuoka.

2. Le Chikuhō concentrait 54 % de la production nationale en 1902, 50 % en 1921 et encore 31 % en 1951. YADA, 2014, p. 34-75.

Bénéficiant d'un éclairage en revanche bien plus modeste est le lien entre *burakumin*³ et charbon dans cette région. Certes, le tabou autour de ces populations de parias demeure vivace dans le Japon contemporain. Comme le fait remarquer l'économiste Tokita Yoshihisa 戸木田嘉久 (1924), auteur d'ouvrages sur les houillères du Kyūshū⁴, l'historiographie d'après-guerre a relativement peu abordé cette question, notamment les recherches sur la classe ouvrière. Pourtant, les communautés *buraku* sont particulièrement présentes dans le Chikuhō et souvent situées à proximité des anciennes mines. Pour les rares historiens traitant précisément de ce sujet⁵, la présence dans les houillères de ces populations de parias est incontestable.

Est-ce là un simple hasard ? En nous appuyant sur les sources statistiques primaires disponibles⁶, et au regard des travaux des historiens japonais sur cette question, nous tenterons de montrer dans un premier temps qu'il existe bien un lien organique entre la présence *buraku* dans le Chikuhō et l'industrie du charbon, procédant essentiellement de facteurs historiques et sociaux.

3. Dénommés entre autres *eta* (souillés) ou *hinin* (non-humains), ces termes désignaient à l'époque Edo (1603-1868) tout un ensemble de populations exclues des catégories institutionnelles. Elles sont alors figées professionnellement dans des métiers réservés, considérés comme impurs, et spatialement dans des quartiers précis, avec une très forte endogamie. En dépit de l'émancipation de 1871, lors de la modernisation de Meiji (1868-1912), la ségrégation sociale et spatiale perdure. Les lieux où habitent ces populations sont alors progressivement appelés *tokushu buraku* (hameaux spéciaux), puis simplement *buraku* et leur habitants *burakumin* (gens des hameaux).

4. TOKITA, 1992, p. 162.

5. Le pionnier dans ce domaine est certainement Mahara Tetsuo, avec « Chikuhō tankō to buraku no keisei » (1964), reproduit dans MAHARA, 1973, p. 67-86. Il est suivi par les travaux de Nagasue Toshio, et plus récemment, de Sakamoto Yūichi (cf. *infra*). Souvent sympathisants de la « Ligue d'émancipation des *buraku* » (*Buraku Kaihō Dōmei* 部落解放同盟, ou BKD, fondée en 1955), les historiens de la question *buraku* s'orientent davantage vers l'étude de l'histoire de la Suiheisha (cf. *infra*) ou de l'époque d'Edo – et finalement assez peu sur l'histoire économique et sociale plus contemporaine, dont les enjeux sont souvent plus sensibles.

6. Essentiellement des enquêtes publiques, menées par des organismes gouvernementaux, de la Restauration de Meiji (1868) à l'après-guerre.

Ce point nous conduira à traiter des modalités de prolétarianisation des communautés *buraku* à la fin du XIX^e siècle, de pair avec l'industrialisation des houillères. En effet, ces parias se sont-ils fondus indistinctement dans la classe ouvrière émergente ? Nous verrons comment la discrimination a perduré au sein du prolétariat minier, avec différentes stratégies de gestion de ces populations par les groupes industriels. Nous utiliserons à cette fin les archives du mensuel *Suihei geppō* 水平月報⁷, l'organe de la Suiheisha⁸ dans le Kyūshū, dont certains éléments peuvent indirectement fournir un assez bon tableau de la situation (relativement peu documentée) des *burakumin* dans les houillères du Chikuhō, au cours des années 1920.

Pour être complet, nous poserons enfin la question de la confrontation de cette réalité *buraku* au sein des mouvements ouvriers. Comment les syndicats de mineurs et le Parti communiste japonais ont-ils pris en compte la particularité de cette minorité dans leurs luttes, et géré la forte présence de la Suiheisha dans le Chikuhō ? Les archives du *Suihei geppō* ainsi que le devenir de ce journal et de ses responsables nous permettront de mettre en évidence la nature et l'évolution du rapport des groupes de défense des *burakumin* aux autres syndicats de mineurs – entre solidarité, alliance et subordination.

7. Zen Kyūshū Suiheisha 全九州水平社, *Suihei geppō* 水平月報 (Bulletin mensuel de la Suiheisha de Kyūshū), n° 128, 1924-1927. Archives reproduites dans ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, p. 1109.

8. La Suiheisha, « Société des niveleurs » (de son nom complet : Zenkoku Suiheisha 全国水平社, abrégé en Zensui) a été fondée en 1922. Elle se pose en défenseur des droits des *burakumin* et lutte pour l'égalité avec le reste de la population japonaise.

Réalités et modalités de la présence *burakumin* dans les mines du Chikuhō

Les débuts du charbon et la présence eta dans le Chikuhō à l'époque d'Edo

L'une des premières mentions connues de l'extraction du charbon dans le Chikuhō date de la fin du XVII^e siècle (1686)⁹. À cette époque, la houille aurait été utilisée comme substitut du bois de chauffage au sein des populations qui n'avaient pas les moyens d'en acheter. Pour Kaibara Ekiken 貝原益軒 (1630-1714), penseur confucéen ayant vécu à cette époque, les communautés qui exploitaient et vendaient le charbon appartenaient essentiellement à la classe du « vil peuple » (*senmin* 賤民), située au bas de l'échelle sociale¹⁰. L'interprétation de ce terme est alors large, mais les historiens Nagasue Toshio 永末十四雄 (1925-) et Mahara Tetsuo 馬原鉄男 (1930-1992)¹¹ se demandent s'il ne s'agirait pas de populations assimilées aux *eta* 穢多 et *hinin* 非人¹². Pour d'autres, comme Aso Tatsuo 安藤龍生, ce terme désignerait alors simplement des agriculteurs pauvres¹³. Au milieu de l'époque Edo, les métiers d'extraction et de vente de charbon, ainsi que son utilisation domestique, semblent être réservés dans tous les cas aux classes les plus pauvres des sociétés paysannes du Chikuhō. Des populations proches, dans la hiérarchie des valeurs, des *eta* et des *hinin*.

9. Certaines sources évoquent la date de 1587, mais Aso Tatsuo, directeur du Musée d'histoire et du charbon de Tagawa, les considère comme peu fiables. ASO, 1979, p. 57.

10. Kaibara Ekiken 貝原益軒, *Yamato honzō* 大和本草 (1709), cité par SAKAMOTO, 1997, p. 86.

11. MAHARA, 1973, p. 71 ; NAGASUE, 1979, n° 15, p. 94. Nous remercions vivement M. Bernard Thomann pour la mise à disposition de cet article.

12. Les *eta* (« souillés ») et *hinin* (« non humains ») correspondent pour l'époque d'Edo (1603-1868) aux populations de parias professionnellement cantonnés à des métiers réservés, alors souvent considérés comme impurs, et spatialement contraints de résider dans des quartiers à l'écart du reste de la population. L'usage du terme *tokushu burakumin* 特殊部落民 (« gens des hameaux spéciaux »), puis simplement *burakumin*, date du début du XX^e siècle. Pour plus de précisions, voir SABOURET, 1983.

13. ASO, 1979, p. 58.

Le charbon devient cependant une ressource de plus en plus lucrative au XVIII^e siècle, notamment dans le cadre de la fabrication du sel (*enden* 塩田), qui consomme de grandes quantités de bois, avantageusement remplacé par la houille lorsque celle-ci est disponible. L'extraction et le commerce du charbon passent alors dans les mains des agriculteurs, sous le contrôle de communautés villageoises employant des *eta* comme main-d'œuvre d'appoint. C'est le cas par exemple des paysans du village de Nakahara, dans le district de Kasuya (粕屋郡), qui contrôlaient ces activités et firent appel, en 1782-1783, à des *eta* pour s'acquitter du travail ingrat consistant à vidanger l'eau des mines au jour de l'an¹⁴.

D'autres exemples montrent également que ces *eta*, exclus des activités charbonnières les plus lucratives comme l'extraction et la vente, s'occupaient surtout de travaux marginaux, dans des environnements difficiles. Ainsi, ils se consacraient notamment aux transports par voie d'eau, d'autant que les communautés *eta* étaient souvent installées près des rivières. Dans le Chikuhō, ils avaient en charge le transport du charbon sur les cours supérieurs des affluents de la rivière Onga, en tant que « bateliers » (*kako* 水主). Les *eta* utilisaient pour ce faire des embarcations adaptées aux caractéristiques de ces rivières, nommées *takasebune* 高瀬舟 dans la région de Tagawa, ou *kawahirata* 川艀 dans le Chikuzen. Les *hyakushō* 百姓¹⁵, eux, s'occupaient du transport dans les cours inférieurs. On peut citer l'exemple d'un hameau *buraku* nommé Sendōmachi 船頭町, le « bourg des bateliers », situé dans le district de Tagawa (fief de Kokura), sur la Chūganji, un affluent de l'Onga, et dont l'activité est attestée en 1852. On y trouve aussi les *buraku* de Gakide, de Toishi, de Hichijikkoku et de Miyatoko, tous chargés du transport fluvial du charbon. Mahara Tetsuo, recueillant les témoignages de *burakumin* qui avaient conservé les *kawahirata* de leurs ancêtres, considère que nombre d'entre eux travaillaient comme bateliers du charbon¹⁶.

14. NAGASUE, 1979, p. 97.

15. Si la définition du terme *hyakushō* évolue selon les époques, celui-ci désigne durant l'époque d'Edo les roturiers habitant les zones rurales (*mura* 村), composées essentiellement de paysans, par opposition aux *chōnin* 町人 qui résident dans les zones urbaines (*machi* 町).

16. MAHARA, 1973, p. 74.

Pour Aso Tatsuo, leur contribution massive à ce secteur d'activité ne daterait en revanche que du début de l'ère Meiji (1868-1912), suite à la libéralisation du transport fluvial du charbon en 1872. Elle se serait poursuivie jusqu'aux années 1890, où ils furent progressivement remplacés par le chemin de fer¹⁷.

L'intérêt accru porté au charbon dans le Chikuhō du XVIII^e siècle avait conduit les fiefs de Fukuoka et de Kokura à prendre en main sa gestion et son contrôle. Sans perdre de vue l'aspect lucratif de cette activité, ils privilégièrent cependant l'agriculture et tentèrent de faire revenir dans les rizières les *hyakushō* partis se consacrer au charbon. Ainsi, en 1803, le fief de Kokura en vint à interdire l'exploitation de la houille aux *hyakushō*, autorisant officiellement les « gens d'ailleurs » (*yosomono* 他所者) à travailler dans les mines. Durant la première moitié du XIX^e siècle, la majeure partie de la main-d'œuvre charbonnière de la région est ainsi constituée de *yosomono*. Ce terme est parfois remplacé dans les documents d'époque par celui de « bannis » (*aburemono* 溢者), ou plus simplement de « voyageurs » (*tabibito* 旅人), soulignant leur nomadisme et leur non-appartenance à la population générale. Ils sont également désignés selon la nature de leur travail par l'expression générique de « travailleurs journaliers » (*hiyatoi kasegi* 日雇拵) ou, plus spécifiquement, par celle de « travailleurs des mines » (*ishiyama kasegi* 石山稼), voire de « gens des mines de charbon » (*sekitan yama no mono* 石炭山の者). La plupart d'entre eux n'est pas enregistrée dans l'état-civil de l'époque, et leur origine est rarement connue¹⁸. Endō Masao, économiste de l'université de Kyūshū, estimait en 1942 qu'il y avait aussi des *eta* et des *hinin* parmi ces vagabonds qui travaillaient dans les houillères¹⁹.

17. Aso, 1979, p. 77-79.

18. *Ibid.*, p. 59-84.

19. Il affirme ainsi : « $\triangle\triangle$ [sic] et *hinin* furent traités à l'époque Edo comme des classes du "vil peuple spécial", et il est probable qu'ils aient compté parmi les vagabonds qui travaillaient dans les mines de charbon pour s'y cacher » (*Tokugawa jidai no tokushumin to shite toriatsukawareta kaikyū ni $\triangle\triangle$ [sic] oyobi hinin ga atta. Furōsha to shite tankō ni hairikonda mono no naka ni wa, koreru no kaikyū mo attarō to omowareru* 徳川時代の特殊賤民として取扱はれた階級に $\triangle\triangle$ 及び非人があった。浮浪者として炭坑に入り込んだものの中には、是等の階級もあつたらうと思われる [...]). Le symbole « $\triangle\triangle$ » remplace le mot *eta*. ENDŌ, 1942, p. 156-157.

Pour Aso Tatsuo, ces mineurs sont surtout des *hyakushō* déchus en provenance d'autres régions du Japon, bien qu'il existe selon lui de grandes similitudes entre le statut des « gens des mines de charbon » et des *eta* : tous deux, en effet, n'ont pas le droit d'entrer dans les villages de *hyakushō*, et sont presque toujours jugés responsables des conflits pouvant les opposer à ces derniers, alors qu'ils seraient aujourd'hui plutôt considérés comme des victimes²⁰.

Il est en revanche fort possible qu'une partie de ces mineurs-vagabonds ait été progressivement intégrée à la catégorie des *eta*. Dans le cas du Chikuhō, et contrairement à certaines parties du Japon, c'est surtout au sein des *eta*, et non des *hinin*, que les vagabonds semblent avoir été incorporés²¹ : le nombre de *hinin* est en effet particulièrement faible dans les deux fiefs de Fukuoka et de Kokura²², sans doute car la classe des *eta* répondait davantage aux besoins en main d'œuvre agricole stable.

Cette intégration aux *eta* pouvait également se produire après les famines meurtrières dues aux mauvaises récoltes, notamment la Grande Famine de l'ère Kyōhō, en 1732. Ces événements provoquaient une hécatombe parmi les populations paysannes : la seule famine de 1732 a ainsi causé la mort de 43 547 individus dans le fief de Kokura²³, quand celui de Fukuoka vit disparaître 26 % de sa population. Les survivants tendaient en outre à abandonner progressivement leurs terres, fuyant des impôts devenus de plus en plus lourds. Ainsi, à Tagawa, le nombre d'agriculteurs (non *eta*) était passé entre 1768 et 1852 de 31 392 à 26 124 individus²⁴.

Pour remédier à ce manque de main-d'œuvre, les deux fiefs firent d'abord appel à leurs propres populations *eta* en les affectant à la culture des rizières abandonnées dans le cadre des mesures d'« installation des nouveaux paysans »

20. ASO, 1979, p. 62-63.

21. HARADA, 1975 [1973], p. 124-126.

22. En 1868, il n'y avait en effet aucun *hinin* dans le fief de Fukuoka pour 21 485 *eta*, et seulement 82 *hinin* pour 6 356 *eta* dans celui de Kokura. CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1974 [1939], p. 77-98.

23. MATSUZAKI, 1979, p. 100.

24. ASO, 1979, p. 82.

(*shinbyakushō shisue* 新百姓仕据) menées dans la région au cours de la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Ils les installèrent ainsi en tant que « nouveaux paysans d'origine *eta* » (*eta shinbyakushō* 穢多新百姓). Afin d'augmenter en nombre cette main-d'œuvre agricole de rang *eta*, le fief de Kokura décréta en 1801 que les paysans ayant abandonné leurs terres seraient désormais intégrés d'office à la catégorie des *eta*, ce qui devait permettre par la suite de les contraindre à cultiver leurs parcelles²⁵. Pendant cette période, on observe dans le fief une forte augmentation de la proportion d'*eta* par rapport à l'ensemble de la population, de 0,02 % en 1622 à 5,4 % en 1868, alors que le taux de *hinin* stagnait toujours à 0,07 % cette même année 1868²⁶. Si l'on s'intéresse au seul district de Tagawa, on constate que l'augmentation démographique des *eta* correspond à une baisse du nombre de paysans : le nombre de foyers *eta* progresse en effet de 484 à 755 foyers entre 1818 et 1852, quand les foyers paysans²⁷, de 6 333 en 1818, ne sont plus que 6 124 en 1852.

25. TAKANO, 2007.

26. CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1974 [1939], p. 77-101 & n° 58, p. 101.

27. Il s'agit plus précisément du nombre de non *eta*, constitué essentiellement de paysans. Aso, 1979, p. 57 & 82.

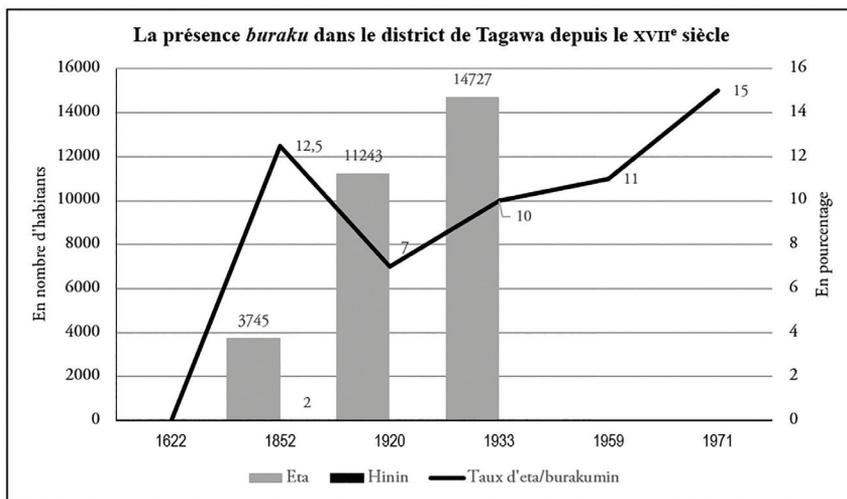


FIGURE 1. ÉVOLUTION DE LA PRÉSENCE *ETA*/*HININ*/*BURAKUMIN* DANS LE DISTRICT DE TAGAWA ENTRE 1622 ET 1971.

Pour les années 1959 et 1971, le nombre de *burakumin* n'est pas disponible au niveau du district²⁸.

Dans le fief de Fukuoka, où une politique similaire fut pratiquée, le nombre de villages *eta* connut de même une forte progression en deux siècles et demi, de 27 villages en 1604, à 133 en 1847²⁹. Avec ces taux particulièrement élevés d'*eta*, les deux fiefs finirent par se distinguer nettement de leurs voisins : d'après l'enquête publique menée en 1868, le taux d'*eta* s'élevait ainsi à 5,9 % dans le fief de Fukuoka et 5,4 % dans celui de Kokura, alors qu'il n'était que de 0,8 %

28. MATSUZAKI, 1979, p. 89 ; SAKAMOTO, 1997, p. 84 ; ASO, 1979, p. 57. Nous avons compilé les chiffres provenant de sources différentes selon l'époque : archives du fief de Kokura pour 1622, archives privées pour 1852, et quotidien *Fukuoka Nichi.nichi* 福岡日日 pour 1920. S'ils ne peuvent être considérés comme d'une parfaite exactitude, les ordres de grandeur, leur adéquation avec la tendance générale et les auteurs qui les utilisent leur confèrent néanmoins une certaine crédibilité.

29. NAGASUE, 1989, p. 72-75.

à Kurume, 0,7 % à Yanagawa, 0 % à Senzoku, et 1 % pour Kumamoto³⁰, soient des valeurs proches de celles qu'enregistraient à l'origine les fiefs de Fukuoka et Kokura.

Si l'augmentation démographique des *eta* dans ces deux fiefs a résulté du besoin de maintenir des revenus agricoles après les famines, il nous semble toutefois difficile d'omettre l'influence concomitante du développement des activités d'extraction du charbon dans la région. L'autorisation d'exploitation du charbon par les populations errantes, ainsi que leur installation dans de nouveaux bourgs, ont certainement eu un effet d'appel envers les travailleurs-migrants du Kyūshū, voire du reste du Japon. Ces mineurs-voyageurs pourraient ensuite avoir été intégrés à la catégorie des *eta* agriculteurs, surtout s'ils étaient souvent, comme l'affirme Aso Tatsuo, à l'origine des *hyakushō*. De plus, lorsqu'ils n'étaient pas en activité dans les rizières, les métayers travaillaient également dans les houillères en tant que journaliers. Cette hypothèse paraît particulièrement plausible dans le cas de Tagawa, au cœur des régions productrices de charbon. Le district voit en effet augmenter le nombre de ses *eta* de façon spectaculaire entre le XVII^e et le XIX^e siècle, de 0 % de sa population en 1622, à 12,5 % en 1852, soit plus du double de la moyenne du fief de Kokura (figure 1).

On retrouve par ailleurs dans les villages *eta* du district de Tagawa les traces d'une forte immigration. Ainsi, dans les villages de Miyao, Kamiyugeta, Shimoyugeta et Kawarayugeta, 16 % des habitants *eta* de 1852 s'avèrent être originaires d'un autre district, ou d'un autre fief que celui de Kokura³¹. Cette immigration extra-seigneuriale ressemble fortement au profil des mineurs *yosomono* et *tabibito*. Elle conforte l'idée que ceux-ci ont bien été intégrés à la catégorie *eta*, et confirme aussi l'importance des liens entre activité minière et présence *eta* dans le Chikuhō. Cette immigration, avec le renfort des métayers établis par les fiefs comme « nouveaux paysans d'origine *eta* », a dans tous les cas préparé les futurs candidats au prolétariat des mines de charbon de l'ère Meiji.

30. CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1974 [1939], p. 77-101.

31. Aso, 1979, p. 63-76.

De Meiji à Shōwa :

une présence accrue des burakumin dans l'industrie du charbon

Le développement de l'extraction industrielle du charbon s'accélère durant l'ère Meiji, surtout à partir des années 1890. À ce volume de production croissant, correspond une augmentation du nombre de travailleurs charbonniers, qui de 30 345 individus en 1893, passe à 88 330 en 1904, pour l'ensemble du Japon³².

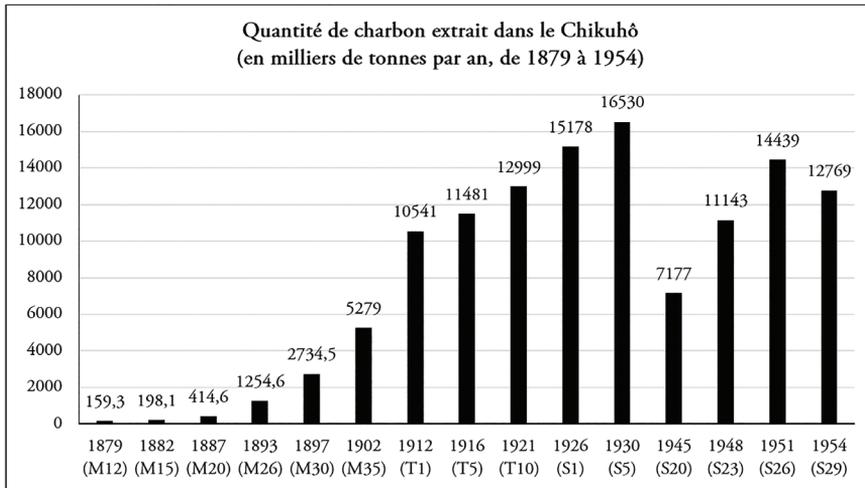


FIGURE 2. ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DE CHARBON DANS LE CHIKUHŌ DE 1879 À 1954³³.

On pourrait supposer qu'avec la Révolution industrielle et l'essor du capitalisme, les *burakumin* puissent s'impliquer dans l'activité charbonnière selon d'autres modalités que celles de l'ancien régime – d'autant que ces *burakumin*, devenus « nouveaux citoyens » (*shin heimin* 新平民) depuis l'ordonnance

32. TSŪSHŌ SANGYŌSHŌ, 1964, p. 194-195.

33. YADA, 1974, p. 34-75.

d'émancipation (*kaihōrei* 解放令)³⁴ de 1871, ont désormais le droit de choisir leur métier et leur lieu d'habitat. Pour les principaux historiens s'intéressant à cette question, tels que Mahara Tetsuo ou Nagasue Toshio³⁵, il y a dans le cas du Chikuhō un lien évident entre *burakumin* et houillères, d'où l'adage : « là où il y a des terrils, il y a des *buraku*. Là où il y a des *buraku*, il y a des terrils » (*botayama no aru tokoro ni buraku ari, buraku no aru tokoro ni botayama ari* ボタ山のある所に部落あり、部落のある所にボタ山あり)³⁶. Comme de nombreux hameaux *buraku* étaient installés depuis l'époque d'Edo à proximité de gisements de charbon, des houillères ont naturellement été creusées près de ces *buraku*. D'abord pour des raisons géologiques : Nagasue Toshio affirme que « les principales houillères ouvertes dans les années 20 de l'ère Meiji [1888-1908] se situent pour la plupart dans, ou près des *buraku* [...] »³⁷, car leur situation topographique (gorges, flancs de colline, bords de rivière, etc.) était souvent favorable à l'ouverture de mines. Mais aussi pour des raisons socio-économiques : les terrains des *buraku* coûtaient moins cher et rencontraient moins de résistance à l'acquisition foncière, de sorte que l'implantation de mines y était plus aisée que sur les terrains des autres agriculteurs³⁸. L'historien Kawamukai Hidetake assure

34. Promulguée le 12 octobre 1871 (28 août de la 4^e année de l'ère Meiji), cette ordonnance met officiellement fin aux distinctions de statut concernant les populations de parias de type *eta*, *hinin*, *shuku*, *tōnai*, etc. : « les appellations [statuts] telles que *eta*, *hinin*, etc. étant abolies, leurs rangs et métiers doivent désormais être à l'égal des autres citoyens » (*eta hinin tō no shō haiserare sōrōjō jikon mibun shokugyō tomo heimin dōyō tarubeki koto* 穢多非人等ノ称被廢候条自今身分職業共平民同様タルヘキ事). Sans autres mesures politiques concrètes de lutte contre la discrimination, la ségrégation perdure néanmoins. De plus, *eta* et *hinin* perdent les privilèges liés aux métiers qui leurs étaient réservés, tout en devenant impossibles, ce qui conduit finalement à appauvrir et prolétarianiser un certain nombre d'entre eux.

35. MAHARA, 1973, p. 67-86 ; NAGASUE, 1979, p. 98-107.

36. On retrouve cette expression chez la plupart des chercheurs qui travaillent sur cette question, comme chez NAGASUE, 1979, p. 104, ou TAKI.I, 1985, p. 205.

37. NAGASUE, 1989, p. 83.

38. NAGASUE, 1979, p. 99 & 105.

ainsi que pour la région du Chikuhō, « sur les quelques cinq cents terrils existant actuellement, [...] environ trois cents sont situés à proximité de *buraku*³⁹ ».

Il convient également de prendre en compte les mouvements migratoires des *burakumin* venus travailler dans les houillères, surtout à partir des années 1890, selon certains chercheurs. Ainsi, pour Aso, c'est à ce moment précis, et avec cette immigration-là, que l'industrie du charbon dans le Chikuhō serait devenue une « industrie *buraku*⁴⁰ ». Pour Mahara Tetsuo, plusieurs témoignages de mineurs « de troisième ou quatrième génération » confirmeraient que ces populations migrèrent en masse vers le Chikuhō avec la construction de ces houillères industrielles, pour constituer la forme archétypale des *buraku* actuels⁴¹. Les enquêtes de Nagasue Toshio sur les transmissions orales des *buraku* semblent indiquer que cette immigration provient en premier lieu des régions du Chikuzen et du Buzen, extérieures au Chikuhō, ainsi que du Shikoku et du Chūgoku⁴². Pour Shindō Toyoo 新藤東洋男 (1932-), « le nombre de *buraku* a augmenté de manière considérable, et proportionnelle au développement des houillères⁴³. » Taki.i Yoshitaka 滝井義高, lui, se base sur l'exemple des habitants d'un *buraku* d'Ikeura, dans le district de Munakata (département de Fukuoka), qui en 1897, abandonnèrent conjointement leurs terres agricoles ancestrales pour s'installer tous ensemble dans le district de Kurate, afin d'y vivre du travail dans les mines⁴⁴.

Les statistiques dont on peut disposer pour l'époque nous conduisent néanmoins à relativiser la proportion de *burakumin* parmi les populations venues travailler dans les houillères, du moins pour la période antérieure aux années 1920. Si le nombre de *burakumin* a triplé dans le district de Tagawa entre 1852 et 1920, passant de 3 745 à 11 243 individus, leur pourcentage au sein de la population totale du district a dans le même temps baissé de 12,5 % à 7 % (figure 1 et note

39. KAWAMUKAI, 1989, p. 115.

40. ASO, 1979, p. 84.

41. MAHARA, 1973, p. 69.

42. NAGASUE, 1989, p. 99.

43. SHINDŌ, 1978, p. 166.

44. TAKI.I, 1985, p. 206.

correspondante). Quant au rythme de croissance démographique, il s'établit en moyenne à 7,7 % par an dans le district, mais n'est que de 4,4 % parmi les *burakumin*, soit un taux équivalent à la moyenne nationale de croissance de la population *buraku*, alors de 4,3 % par an⁴⁵. Il reste cependant difficile de déterminer à quel moment cette hausse démographique aurait été particulièrement marquée : à notre connaissance, il n'existe pas pour cette période de recensement *burakumin* qui serait à la fois consultable publiquement⁴⁶, et pratiquerait un découpage géographique constant. L'enquête publique de 1868, par exemple, se base sur les fiefs (*han* 藩) d'Ancien Régime, et non sur les districts (*gun* 群).

La tendance générale laisse tout de même à penser que si immigration il y a eu, celle-ci concerne d'abord, en volume, les non *burakumin*, d'autant que les chiffres relatifs à la population *buraku* de l'époque sont plutôt fiables et exhaustifs. Pour les périodes plus récentes, les *burakumin* ne sont en effet comptabilisés comme tels que s'ils habitent dans un *buraku* reconnu par le gouvernement ; tel fut par exemple le cas dans les enquêtes publiques conduites de 1970 à 1990. Dans les enquêtes qu'il diligenta durant la première moitié du xx^e siècle, le ministère de l'Intérieur devait en sus recenser le nombre de ceux qui n'habitaient pas dans les *buraku*, à partir du « lieu d'habitat des ancêtres » (*honseki* 本籍) enregistré dans leur état civil⁴⁷.

À partir des années 1920, la situation semble évoluer. Si l'on considère le cas du district de Tagawa, l'immigration des *burakumin* vers les bassins houillers prend de l'ampleur : la proportion de *burakumin* au sein de la population générale passe de 7 % en 1920, à 10 % en 1933. En valeur absolue, le nombre de *burakumin*,

45. Taux calculé à partir des enquêtes menées par le ministère de l'Intérieur en 1871 et 1921 (CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1974 [1936] n° 40, p. 85). Ce fort taux est en partie dû au fait que l'enquête publique de 1933 sur les *buraku* avait été plus exhaustive que celle de 1920. Il reste considérable comparé à celui du niveau national.

46. Des sources plus détaillées existent, mais elles restent dissimulées au sein d'archives privées.

47. Nous avons pu le constater en parcourant la reproduction de documents du début xx^e siècle, comme les quatre-vingt numéros de *Yūwa jigyō kenkyū* (CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1974) et de *Yūwa jigyō nenkan* (CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1970), puis une dizaine de volumes de *Kindai burakushi shiryō shūsei* (1984-1987).

qui s'élevait à 11 243 individus en 1920, atteint 14 727 en 1933 (figure 1). Une augmentation qui ne tient pas seulement de la natalité, car le taux de croissance annuel des *burakumin* est très élevé (10,1 % de moyenne annuelle pour le district de Tagawa, contre 8,6 % au niveau national durant la même période⁴⁸).

Cette évolution se produit dans un contexte de diminution de la population générale du district, de 157 407 habitants en 1920, à 146 766 en 1933⁴⁹. La période des années 1920 connaît en effet plusieurs crises successives, de l'après Première Guerre mondiale à celle de 1929, et l'on estime que le nombre de salariés dans les mines du Chikuhō aurait baissé de plus de 30 % entre 1919 et 1926, puis de 50 % entre 1926 et 1932⁵⁰. Peut-on alors expliquer l'augmentation démographique des *burakumin* au cours de cette période d'agitation par le recours à des salariés à bas coût ? Le cas des immigrants coréens au Japon, dont les données sont plus aisément accessibles que pour les *burakumin*, nous laisse le supposer, puisque leur nombre augmente en effet constamment durant ces mêmes années 1920. De 30 189 Coréens au Japon en 1920, on estime qu'ils étaient 171 275 en 1927⁵¹, soit presque six fois plus en l'espace de sept années. Avec une population coréenne de 14 595 individus, Fukuoka se hisse en 1927 au troisième rang des départements les plus peuplés par les Coréens, juste après Ōsaka (38 592) et Tōkyō (15 030)⁵². Nagasue Toshio estime que de nombreux émigrés de la péninsule ont été embauchés à la place des Japonais pour diminuer les coûts de main-d'œuvre durant ces années de crise. Trente houillères parmi les 97 que comptait le Chikuhō employaient ainsi un nombre considérable de Coréens en 1928, notamment des grandes entreprises telles que Mitsubishi,

48. Taux calculé à partir des enquêtes effectuées par le ministère de l'Intérieur en 1921 et en 1935 (*Yūwa jigyō kenkyū*, *op. cit.*, n° 40, p. 85 ; CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1970 [1935], p. 283-287).

49. CHIKUHŌ SEKITAN KŌGYŌSHI NENPYŌ HENSAN IINKAI, 1973 ; SAKAMOTO, 1997, p. 84 & 107.

50. YADA, 2014., p. 67 ; NAGASUE, 1973, p. 133, & 1989, p. 92.

51. TŌKYŌ CHIHŌ SHOKUGYŌ SHŌKAI JIMUKYOKU 東京地方職業紹介事務局, 2000 [1928], p. 199.

52. *Ibid.*, p. 197.

Furukawa, Kaijima, Asō, ou Kurauchi⁵³. Il est toutefois possible que les crises des années 1920 aient aussi favorisé l'emploi conjoint de *burakumin* aux côtés des Coréens dans certains secteurs, dont les mines. Tel fut par exemple le cas dans les houillères d'Asō Takichi 麻生太吉 (1857-1933)⁵⁴.

La majorité des chercheurs s'accorde à penser qu'un certain nombre de *burakumin* figuraient parmi les ouvriers des houillères du Chikuhō dès l'ère Meiji : pour Kawamukai Hidetake, il y avait « de nombreux *burakumin* parmi les mineurs de charbon » aux ères Meiji comme Taishō (1912-1926)⁵⁵. Mahara Tetsuo va jusqu'à affirmer que « les *burakumin* constituent presque 60 % des ouvriers dans les mines des grandes entreprises, voire 80 % dans celles des PMI⁵⁶. » Aso Tatsuo, lui, écrit qu'« à partir de la seconde moitié de l'ère Meiji, le lien entre *buraku* et charbon devient si important, que l'on peut considérer l'industrie houillère comme une industrie *buraku* » (*buraku sangyō* 部落産業)⁵⁷. Généralement employé pour qualifier l'industrie du cuir, ce dernier terme de *buraku sangyō* désigne une spécialisation professionnelle et son fonctionnement : il sous-entend que ses travailleurs se situent au plus bas de l'échelle des valeurs et que ces communautés ont la responsabilité, voire le monopole du secteur.

On pourra se demander, devant le manque de sources disponibles pour l'ère Meiji⁵⁸, si l'importance des *burakumin* dans l'univers du charbon n'a pas été exagérée, en particulier par les historiens spécialistes des *buraku*. La perception de l'époque plaide pourtant en faveur de l'omniprésence de cette population dans les houillères. Sano Manabu 佐野学 (1892-1953), l'un des leaders et théoriciens du Parti communiste japonais⁵⁹, écrit ainsi en 1923 que « dans le département

53. NAGASUE, 1989, p. 92.

54. SHINDŌ, 1978, p. 119.

55. KAWAMUKAI, 1989, p. 114.

56. Mahara Tetsuo, cité par SHINDŌ, 1978, p. 38.

57. ASO, 1979, p. 84.

58. SAKAMOTO, 1997, p. 82.

59. Sano fera cependant sa déclaration de « conversion politique » (*tenkō* 転向) en prison, l'année 1933.

de Fukuoka, le peuple *eta* [*eta-zoku* エタ族] compte presque 70 000 individus, dont la plupart sont mineurs⁶⁰. » De même, Matsumoto Kichinosuke 松本吉之助 (1902-?)⁶¹, jadis mineur dans le district de Kaho, précise que « les femmes de [son] *buraku* travaillaient toutes à la houillère⁶². » Certains documents d'époque permettent de constater la récurrence de la profession minière parmi ces populations jusqu'aux alentours de Fukuoka, où l'industrie du charbon était pourtant moins développée que dans le Chikuhō. Le duc Tokugawa Iesato 徳川家達 (1863-1940), président de la délégation de l'association Saiseikai 済生会⁶³, rapporte ainsi sa visite en 1917 d'un *buraku* de Jigyōnishimachi 地行西町, dans la localité de Fukuoka, le décrivant comme majoritairement constitué « de mineurs, terrassiers, ainsi que des colporteurs de légumes, poissons salés et autres produits séchés⁶⁴. »

Si les mineurs seraient nombreux parmi les *burakumin*, ces derniers seraient, selon les perceptions, tout aussi nombreux parmi les mineurs. Matsumoto Kichinosuke affirme ainsi qu'« il devait y avoir un nombre considérable de *burakumin* parmi les ouvriers des mines de Chikuhō », et explique avoir assisté de nombreuses fois à des scènes où des mineurs *buraku* cachaient leur origine en insultant d'autres *burakumin* d'« *eta-gorō* » (エタ五郎), lorsqu'il travaillait lui-même dans des houillères, notamment celles en régie d'État (*kan.ei* 官営) de Chūō 中央 et d'Urano 潤野 (Kaho), au cours des années 1920⁶⁵. Citons également le témoignage de Shirato Zentarō 白土善太郎, ingénieur de la compagnie minière Meiji Tankō, qui parmi ses souvenirs des années 1890-1900, note que « les mineurs du charbon étaient considérés par les agriculteurs des villages comme des habitants des hameaux spéciaux [*tokushu*

60. SANO, 1923.

61. Un des premiers membres de la Suiheisha de Kyūshū, proche du PCJ.

62. MATSUMOTO, 1977, p. 12.

63. Association d'aide sociale paragouvernementale fondée en 1911.

64. *Saiseikai kaihō* 済生会会報 (Bulletin de l'association Saiseikai), n° 4, 6 janvier 1918, reproduit dans *Kindai burakushi shiryō shūsei*, 1984-1987, vol. 9, p. 330.

65. MATSUMOTO, 1977, p. 31.

buraku 特殊部落]⁶⁶ », montrant à quel point d'amalgame les *burakumin* étaient perçus comme omniprésents parmi les ouvriers des mines.

Les données statistiques disponibles pour cette période suggèrent toutefois une réalité plus nuancée. Le graphique *infra* (figure 3), issu des chiffres de l'enquête publique de 1933⁶⁷, révèle tout d'abord que les *burakumin* sont loin d'être majoritaires parmi les mineurs de Chikuhō. Même à Tagawa, où le taux de présence des *burakumin* parmi la population est particulièrement élevé (10 % des habitants du district en 1933), le nombre total d'individus *burakumin*, soit 14 727 personnes, représente moins du tiers de la population minière de la zone (53 216 mineurs).

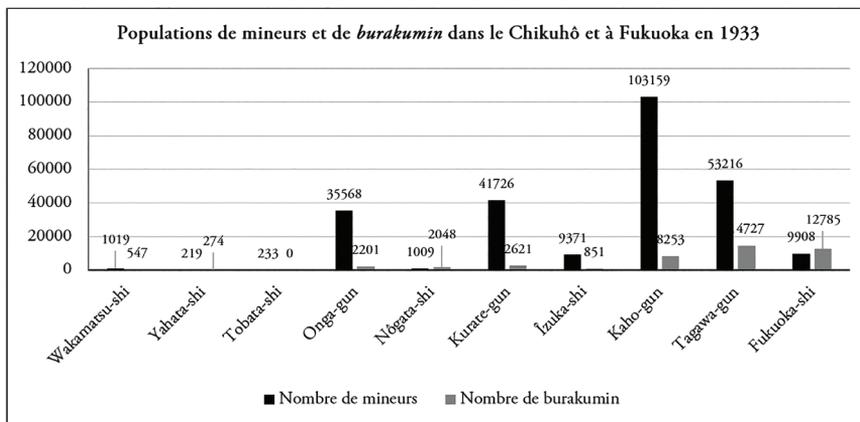


FIGURE 3. BURAKUMIN ET MINEURS DANS LE CHIKUHŌ ET DANS LA LOCALITÉ DE FUKUOKA EN 1933⁶⁸.

66. Cité par MAHARA, 1973, p. 81. Sur Shirato Zentarō, nous nous référons à NAKAMURA, 2008.

67. Sur le plan du nombre de salariés dans les mines, le niveau de l'année 1933 est globalement équivalent aux années précédant la prospérité provoquée par la Première Guerre mondiale. Chiffres de la population ouvrière cités par YADA, 2014, p. 67.

68. D'après SAKAMOTO, 1997, p. 84.

Il y a cependant une certaine corrélation entre la présence de mines et celle de *buraku*. Ainsi, dans les zones urbaines (celles des « localités », *shi* 市), la présence des *burakumin* comme des mineurs est faible : la ville de Wakamatsu ne compte par exemple que 547 *burakumin* et 1 019 mineurs. De même dans les zones rurales (celles des « districts », *gun*) situées en aval de la rivière Onga, comme dans le district d'Onga, qui ne compte que 2 201 *burakumin* pour 35 568 mineurs. Les besoins en main-d'œuvre pour le transport du charbon sont en revanche plus importants en amont, sur le cours supérieur de l'Onga et ses affluents, dans ces zones montagneuses et reculées où se situent les sites d'extraction. On y retrouve par conséquent une présence accrue de mineurs, mais aussi de *burakumin* : 14 727 *burakumin* et 53 216 mineurs dans le district de Tagawa, 8 253 *burakumin* et 103 159 mineurs dans celui de Kaho. Là où il y a des mines, et donc des mineurs, la taille des communautés *buraku* se montre proportionnelle au besoin de main d'œuvre, du moins dans le Chikuhō. Les gérants des houillères ont donc certainement profité de la forte présence *burakumin* déjà sur place, ainsi que de l'immigration de ces populations.

Parmi les *buraku* établis à proximité des mines, certains hameaux dépendaient effectivement des activités liées au charbon. Ainsi, Tagawa et Kaho se révèlent être les deux districts où le plus fort nombre de *buraku* reposaient partiellement ou exclusivement sur le secteur houiller.

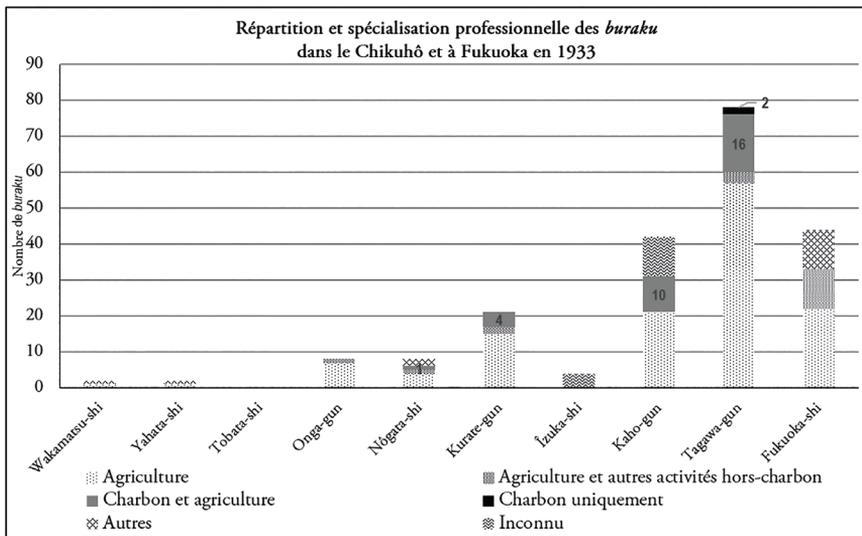


FIGURE 4. SPÉCIALISATION PROFESSIONNELLE DES BURAKU
DANS LE CHIKUHÔ ET À FUKUOKA EN 1933⁶⁹.

À Tagawa, deux *buraku* situés à l'intérieur même des mines vivent alors uniquement du travail dans les houillères : le *buraku* de la mine n° 2 d'Ômine (village de Kawasaki, alors géré par l'entreprise Kurauchi Kōgyō 蔵内鉱業) et celui de la mine de Kigyōkomatsu 起行小松 (bourg de Gotōjimachi 後藤寺町, géré par le Kyūshū Kōgyō 九州鉱業, sous la direction d'Asō). Le premier compte 215 habitants, soit presque le tiers des 739 salariés de la houillère ; le second est quant à lui plus petit, avec seulement 90 habitants, formant 14 % des 630 salariés de la mine⁷⁰.

Dans le district de Kaho, un tiers des *buraku* complète ses revenus agricoles par le travail minier, ce qui nous éclaire sur la place du charbon pour les *buraku* de cette partie du Japon : lorsque l'agriculture ne suffit pas à subvenir aux besoins de ces populations, c'est en effet l'industrie houillère qui leur assure un revenu

69. *Ibid.*

70. *Ibid.*, p. 91 ; TOKITA, 1976, p. 75.

complémentaire, et non la tannerie ou l'artisanat, comme souvent dans les *buraku* des autres régions. Ainsi, pour les quatre *gun* de Chikuhō (Tagawa, Onga, Kurate, et Kaho), trente *buraku* vivent à la fois de l'agriculture et du charbon, contre seulement six qui complètent leurs revenus agricoles par des activités non liées au charbon.

Ces *burakumin* agriculteurs – dont le taux élevé renvoie à la présence historique, au cours de l'époque d'Edo, de villages *eta* dans la région – ont pu jouer un rôle de « réservoir de main-d'œuvre minière » du fait de leur proximité géographique avec les mines, et de leur statut plus précaire que chez les autres agriculteurs. L'enquête nationale de 1931 montre ainsi que le taux de métayers chez les *burakumin* était alors le double de la moyenne nationale (52 % contre 27 %) ⁷¹, tandis que le besoin de main-d'œuvre dans les houillères continua à se faire croissant jusqu'à la fin des années 1940 ⁷². Si nous ne disposons pas de chiffres précis pour le Chikuhō, le pourcentage national d'agriculteurs *burakumin* allait toutefois diminuer en l'espace d'un quart de siècle (de 51 % en 1931 à 46 % en 1958 ⁷³), reflétant certainement une mobilité vers le secteur industriel.

Le pourcentage de mineurs dans les *buraku* du Chikuhō semble avoir d'autant plus augmenté dans l'après-guerre que l'appel à la main-d'œuvre coréenne devenait moins évident. Ainsi, une enquête de 1950 menée dans le district de Kurate révèle que la proportion d'ouvriers du secteur minier y est plus élevée dans les *buraku* que dans les autres hameaux. Dans les communes comme Furutsuki, les quartiers *buraku* peuvent ainsi compter jusqu'à 94 % de mineurs. Alors que les secteurs de Kasuga-Ouest et Kasuga-Est comptent en moyenne 64 % de mineurs, les deux autres secteurs de la commune, marqués par une forte présence de mineurs mais sans présence *buraku*, présentent des pourcentages bien plus faibles : 46 % de mineurs pour le quartier d'Ideguchi, et seulement 30 % de mineurs à Kamikanzaki ⁷⁴.

71. Enquête publiée dans CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1970 [1933], p 556.

72. YADA, 2014, p. 67.

73. CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1970 [1933], p. 556 ; BURAKU KAIHŌ KENKYŪJO, 1981, p. 55.

74. Enquête effectuée par Tsuru Daijirō 都留大治郎, citée par TOKITA, 1976, p. 72.

Ce taux élevé de mineurs *burakumin* est confirmé par l'enquête nationale de 1958, selon laquelle 2,4 % d'entre eux travaillent dans l'industrie houillère. Un chiffre certes faible à l'échelle nationale, mais deux fois supérieur au pourcentage de mineurs parmi le reste de la population, qui n'est que de 1,1 %⁷⁵. D'après une autre enquête publique effectuée en 1973 dans le district de Tagawa, 33 % de la population *buraku* déclare avoir déjà travaillé dans une houillère ; parmi eux, 63 % n'ont travaillé que dans des mines de PME⁷⁶. Dans la mesure où ces mines employaient également de nombreux travailleurs non *buraku*, on peut se demander si l'industrialisation a eu pour effet de fondre les *burakumin* dans la masse indifférenciée du prolétariat ou si, au contraire, la ségrégation et la discrimination issues de l'ordre ancien se sont maintenues au sein des houillères.

La condition *burakumin* dans les houillères industrielles du Chikuhō

Au lendemain de l'ordonnance d'émancipation, des émeutes paysannes éclatent en signe de protestation contre l'accession à la citoyenneté ordinaire des *eta* et des *hinin*, principalement dans le Japon de l'ouest. Le département de Fukuoka est celui où les émeutes ont été, de loin, les plus importantes du Japon, avec 64 000 participants arrêtés et sanctionnés (soit 35 % de l'ensemble des émeutiers, estimé à 182 000 au niveau national). Quant au nombre de foyers de *buraku* incendiés, les chiffres varient entre 550 et 2 000 foyers au niveau départemental, pour un total de 1 050 à 2 500 foyers détruits à l'échelle du Japon⁷⁷. Le soulèvement avait débuté chez les agriculteurs du Chikuhō, notamment ceux du district de Tagawa et de Kama (par la suite intégré à celui de Kaho), avant de s'étendre à l'ensemble du département. Là, les émeutiers avaient demandé à ce que « les *eta* restent comme avant des *eta* », entre autres revendications, telles que la baisse des impôts. S'il conviendrait de s'intéresser plus en détail aux motivations des émeutiers, ce soulèvement nous révèle en tout cas que la forte présence *burakumin* dans ces régions n'amointrissait pas pour autant l'hostilité du reste de

75. BURAKU KAIHŌ KENKYŪJO, 1981, p. 55.

76. SAKAMOTO, 1997, p. 106.

77. *Kindai burakushi shiryō shūsei*, 1984-1987, vol. 2, p. 3 & 584.

la population à leur égard. On retrouve ainsi sans grande surprise tout un système de discrimination au sein des mines, que Shindō Toyo.o et Matsumoto Kichinosuke évoquent dans de nombreux récits⁷⁸.

La discrimination dans l'organisation du travail

Au sein des houillères industrielles, l'aspect le plus direct et quotidien de la ségrégation est la présence de baraquements spéciaux où logent les *burakumin* (les « baraques d'*eta* », *eta-naya* エタ納屋), ainsi que de bains à leur usage (les *eta-buro* エタ風呂). Ceux-ci apparaissent à partir de la fin du XIX^e siècle, et accompagnent le développement des houillères. Un rapport du « Conseil pour améliorer les situations des *buraku* pauvres » (*Saimin buraku kaizen kyōgikai* 細民部落改善協議会), organe dépendant du ministère de l'Intérieur, note ainsi en 1912 que « certaines mines font habiter toute une race [ou tribu, *shuzoku* 種族] ensemble, dans un même espace délimité⁷⁹. » On retrouve ces *eta-naya* et *eta-buro* dans les mines du groupe Mitsubishi à Namazuta 鯉田, dans celles d'Asō Takichi, comme à Mameda 豆田 et Kamimio 上三緒, de même que dans les mines en régie d'État d'Urano et de Chūō⁸⁰, laissant à penser qu'il s'agit d'une pratique répandue dans le Chikuhō, quel que soit le type de houillères.

Les *eta-naya* se distinguaient des autres baraquements d'ouvriers par leur construction particulièrement vétuste, avec des toilettes communes, sommaires et visibles de l'extérieur, car situées à l'extrémité de la baraque. Mahara Tetsuo se demande d'ailleurs si cette conception n'était pas destinée à signaler ouvertement les baraques de *burakumin*⁸¹. Quant aux *eta-buro*, ils sont en général plus petits et plus sales que les bains réservés aux autres ouvriers, et dans tous les cas communs et mixtes. Yamamoto Sakubē 山本作兵衛 (1892-1984), dont les dessins de mineurs du Chikuhō furent inscrits en 2011 au registre « Mémoire du monde »

78. SHINDŌ, 1978, p. 185 ; MATSUMOTO, 1977, p. 31.

79. Rapport cité par SAKAMOTO, 1997, p. 103.

80. MATSUMOTO, 1977, p. 12 & 103 ; SAKAMOTO, 1997, p. 91-102 ; SHINDŌ, 1978, p. 13 & 30-38.

81. MAHARA, 1973, p. 82.

de l'Unesco, rapporte qu'à la mine de Kamimio, du groupe d'Asō Takichi, le bain des ouvriers *buraku* était nommé le « bain spécial » (*tokushu-buro* 特殊風呂), en écho au terme péjoratif de « hameaux spéciaux » (*tokushu buraku*). Yamamoto précise qu'il était surtout le plus étroit (la moitié de la taille du bain des autres mineurs), et conclut que « la discrimination envers les gens des *buraku* continuait jusqu'aux bains. » Matsumoto Tsuya (1898 ?), salariée *burakumin* entrée à quatorze ans à la mine, témoigne de ce qu'elle vivait dans les années 1910 : « à l'époque, je ne savais pas pourquoi il existait des bains d'*eta*. Pour les gens ordinaires, il y avait deux grands bains. Et pour nous, c'était le plus petit et le plus sale. »

L'une des pires descriptions d'*eta-buro* concerne « le bain aux chevaux » de la mine de Namazuta, gérée par Mitsubishi. Selon Matsumoto Kichinosuke, les mineurs *burakumin* « s'y baignaient avec les chevaux. Leurs excréments flottaient dans les coins du bain. Je sentais alors jusqu'au fond de la moelle, et avec haine, ce que cela fait d'être discriminé. » Puis il ajoute : « ces choses-là ne sont pas marquées dans les archives. Moi-même, je n'ai pas voulu en parler jusqu'à présent ; j'en parle seulement maintenant, et pour la première fois⁸². » D'après lui, ces *eta-buro* existaient dans de nombreuses houillères du Chikuhō⁸³, même si peu de traces écrites attestent de l'existence d'un système de ségrégation fondé sur l'appartenance aux populations *buraku*.

Cette ségrégation, loin d'être circonscrite à l'espace de la vie quotidienne, se prolonge sans surprise jusqu'à l'organisation du travail. Non seulement les travaux attribués aux *burakumin* sont les plus pénibles physiquement, mais ils sont considérés comme subalternes, et seront les premiers à être remplacés par des machines de la fin de l'ère Meiji au début de l'ère Taishō, car pas assez rentables pour l'employeur. Ce fut notamment le cas pour le vidage de l'eau de l'intérieur des mines, opération devenue d'autant plus indispensable que les houillères de la fin de l'époque Edo avaient gagné en profondeur. Au tout début de l'ère Meiji, une majorité de *burakumin* occupait ces postes spécialisés dans

82. Témoignages de Yamamoto Sakubē, Matsumoto Tsuya et Matsumoto Kichinosuke cités par SHINDŌ, 1978, p. 31-32.

83. MATSUMOTO, 1977. p. 31.

le vidage de l'eau. Ces ouvriers, dits *mizukata* (水方), disposaient de leurs propres quartiers dans les « baraques des videurs d'eau » (*mizu-naya* 水納屋)⁸⁴. Kaijima Tasuke 貝島太助 (1845-1916), qui fondera l'un des trois grands *zaibatsu* locaux⁸⁵, explique ainsi qu'à l'époque où il n'était encore que « sous-chef » (*tōryō* 頭領), tous les videurs d'eau sous ses ordres étaient des *burakumin*. Avec l'introduction progressive, à partir de 1881, de machines à vapeur pour pomper l'eau, surtout dans les mines gérées par de grandes entreprises, ces ouvriers seront toutefois remplacés par des non-*burakumin*, plus qualifiés et compétents pour conduire les nouvelles machines.

Le travail de transport du charbon par charrette à bras (*jinrikisha*) ou embarcation (*kawahirata*) connaîtra le même destin. De la fin d'Edo au début de l'ère Meiji, les *burakumin* avaient été si nombreux à travailler dans ce secteur qu'un certain nombre de *buraku* composés d'immigrants s'étaient formés autour des mines. Ce fut par exemple le cas du grand *buraku* de Nakama 中間 (district d'Onga), qui ne comptait aucun village *eta* durant l'époque d'Edo. Avec les progrès accomplis à partir de 1891 par le chemin de fer, ces *burakumin* perdront eux aussi leur travail, notamment dans les grandes entreprises, pour être relégués vers les PMI moins mécanisées⁸⁶.

L'emploi *burakumin*, d'autre part, se caractérise par des tâches à faible rémunération, critère souvent lié à la question de la qualification inférieure de ces populations. Ce phénomène se vérifie surtout dans les grandes entreprises, où les *burakumin* ont tendance à se voir attribuer les travaux les plus mal payés. De manière générale, on les retrouve plutôt à l'extérieur des houillères que dans le fond. Il a pu se dire dans les années 1890 et 1900 que la mine Mitsubishi de Nōgata 直方 ne permettait à aucun *burakumin* de travailler au fond de sa houillère⁸⁷ : le bruit courut alors dans le Chikuhō qu'il ne fallait pas les laisser

84. SAKAMOTO, 1997, p. 100.

85. Kaijima est ainsi surnommé, avec Asō Takichi et Yasukawa Kei.ichirō, l'un des « trois Grands du Chikuhō » (*Chikuhō gosanke* 筑豊御三家).

86. NAGASUE, 1989, p. 80-86.

87. NAGASUE, 1979, p. 108.

toucher les mines, car ils les « souillaient⁸⁸ ». Mais il s'agissait surtout du secteur le mieux rémunéré, qui pouvait, par conséquent, faire l'objet d'une chasse gardée au sein de la société des mineurs. Selon l'enquête publique de 1927, la rémunération journalière moyenne du travail au fond des houillères est de 2 437 yens, primes comprises, contre seulement 1 309 yens pour le travail à l'extérieur des mines⁸⁹. De fait, les travaux de fond, notamment l'extraction, sont rarement assignés aux *burakumin*, sauf durant certaines périodes exceptionnelles où la main d'œuvre vient à manquer, comme au début de l'ère Meiji (l'époque de *jiyū-bori* 自由掘り), ou pendant la guerre de Quinze ans (1931-1945)⁹⁰.

À l'inverse, le *saodori* 棹取り, ou halage manuel des wagons à houille (*hako* ou *tansha* 炭車), est une tâche fréquemment attribuée à ces populations⁹¹. Elle est moins bien rémunérée lorsqu'elle est réalisée à l'extérieur de la mine : selon l'enquête de 1926 du « Bureau de l'emploi d'Ōsaka » (*Ōsaka chihō shokugyō shōkai jimukyoku* 大阪地方職業紹介事務局), relevant du ministère de l'Intérieur, le *saodori* pratiqué à l'intérieur des houillères est rémunéré en moyenne 1 607 yens par jour, contre 1 438 yens à l'extérieur⁹².

Les *burakumin* sont par ailleurs extrêmement nombreux au tri du charbon, un secteur plus féminisé, où les salaires sont encore plus faibles. D'après une autre enquête du ministère de l'Intérieur, datée cette fois de 1924, le salaire journalier moyen de ces postes est estimé à 1 121 yens pour les hommes, et 892 yens pour les femmes, soit la moitié du salaire des mineurs de fond qui travaillent à l'extraction. La rémunération des tâches de fond se monte alors à 2 051 yens pour les *sakiyama* 先山 directement chargés des opérations d'extraction, et à 2 009 yens pour les

88. MAHARA, 1973, p. 82 ; SHINDŌ, 1978, p. 185.

89. TŌKYŌ CHIHŌ SHOKUGYŌ SHŌKAI JIMUKYOKU, *Saitanfu rōdō jijō* 採炭夫労働事情, 1929, reproduit dans KYŪSHŪ DAIGAKU SEKITAN KENKYŪ SHIRYŌ SENTĀ, 2000, p. 190.

90. SAKAMOTO, 1997, p. 98.

91. NAGASUE, 1979, p. 108 ; SAKAMOTO, 1997, p. 101 ; MAHARA, 1973, p. 82.

92. ŌSAKA CHIHŌ SHOKUGYŌ SHŌKAI JIMUKYOKU, « Chikuhō tanzan rōdō jijō » 筑豊炭山労働事情 (Situation du travail dans les mines du Chikuhō), enquête de 1926, reproduite dans *Sekitan kenkyū shiryō sōsho*, 1993, p. 81.

atoyama 後山 qui traitaient le charbon une fois extrait, et qui bien souvent, étaient des femmes⁹³.

Dans un texte de revendication du « Syndicat de l'industrie des houillères du Chikuhō » (*Chikuhō sekitan kōgyō kumiai* 筑豊石炭鉱業組合), voté en 1918 pour être envoyé au gouvernement, on peut lire : « les femmes qui travaillent au tri du charbon dans les mines de Chikuhō sont pour la plupart originaires des *buraku* spéciaux [...]»⁹⁴. » Ueda Masayo, une ancienne trieuse *burakumin*, témoigne qu'à douze ans, en 1925, elle ne gagnait que 0,25 yens en travaillant quatorze heures par jour au sein de la mine Mitsui de Tagawa. Ce salaire particulièrement bas est dû à son jeune âge, au fait qu'elle soit une femme, mais certainement aussi à son appartenance au *buraku*. Ce dernier point explique qu'elle ne sache alors ni lire, ni écrire, et qu'elle est également moins productive. Comme elle l'explique : « mes amies trieuses connaissaient les lettres, mais moi, je comptais les wagons en déposant des pierres une à une »⁹⁵. » De même, une ancienne femme-mineur rapporte ses souvenirs des années 1920 en ces termes : « il y avait une quarantaine ou une cinquantaine de jeunes filles qui venaient travailler au tri du charbon [...]. Elles étaient toutes différentes de nous, elles étaient des *yottsu* [...]. Il y avait aussi trois ou quatre filles normales qui venaient travailler au tri. Et elles restaient entre elles, de leur côté »⁹⁶. » Ce témoignage, en plus de rappeler l'usage du terme péjoratif de *yottsu*⁹⁷, souligne que les mineurs ne se mélangeaient pas aux *burakumin*, même lorsqu'ils ou elles partageaient le même espace de travail.

Ajoutons également que le *Tankōbushi*, cette « Ballade des houillères » aujourd'hui si populaire dans l'ensemble du Japon, tire en grande partie son origine des refrains chantés par les ouvrières lors du tri du charbon. Si l'origine géographique de l'air du *Tankōbushi* fait l'objet d'une rivalité parmi les villes du

93. NAIMUSHŌ, 2000 [1924], p. 25.

94. Cité par SAKAMOTO, 1997, p. 101.

95. UEDA, 1977, p. 1014.

96. Témoignage cité par SHINDŌ, 1978, p. 34.

97. Le terme *yottsu*, « quatre », est souvent utilisé pour désigner les *burakumin*, insinuant qu'ils ne sont pas des êtres humains, mais simplement des êtres à « quatre membres ».

Chikuhō, désireuses de s'en attribuer la paternité, ces chants étaient à l'époque attribués aux *burakumin*. Ueno Eishin 上野英信 (1923-1987), auteur non *buraku* de nombreux reportages sur les mineurs du Chikuhō, rapporte ce qu'une ancienne travailleuse de la mine lui avait raconté en 1947, alors qu'il était lui-même mineur dans la région : « tous appelaient le *Tankōbushi* "le chant des *eta*". Si jamais, ivres, on se laissait aller à le fredonner, on se faisait crier dessus [...]. Les Japonais ont leurs chansons japonaises, ce n'est pas la peine de chanter ce chant d'*eta*'⁹⁸. » Pour Harada Tomohiko, le *Tankōbushi* proviendrait du chant des trieuses *burakumin* de Tagawa, et probablement de la mine Mitsui⁹⁹, tandis que Shindō Toyo.o situe plutôt son origine dans la mine Kajima de Kurate¹⁰⁰.

La question de la relégation des burakumin vers le secteur des PMI-PME

Si les houillères du Chikuhō entrent dans l'âge industriel et moderne durant l'ère Meiji, le capitalisme et la prolétarianisation ne suffisent pas à effacer l'opprobre jeté sur les anciens *eta* et *hinin*, qui resteront des objets de mépris et de ségrégation de la part des autres ouvriers jusque dans les années 1920. Les archives du *Suihei geppō* (« Bulletin mensuel de la Suiheisha de Kyūshū »), organe officiel de la *Zen Kyūshū Suiheisha* (ci-dessous ZKS)¹⁰¹, constituent un bon indicateur de la discrimination dans le Kyūshū des années 1920. Ce journal, publié mensuellement de juin 1924 à juin 1927, fait en effet paraître dans ses colonnes des lettres d'excuses de la part de personnes accusées d'actes discriminatoires anti-*buraku* par la Suiheisha. Pour ces dernières, ces lettres sont avant tout un moyen d'éviter les procès et pressions de la ZKS, dont les méthodes s'avèrent parfois musclées. Elles sont datées, signées et présentées d'une façon très

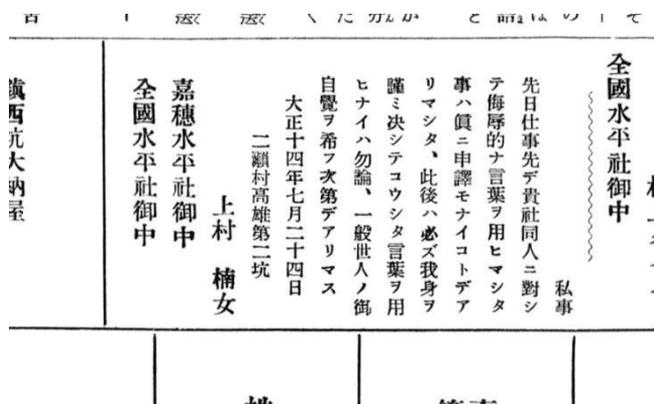
98. Cité dans MAHARA, 1973, p. 76.

99. HARADA, 1975 [1973], p. 231.

100. SHINDŌ, 1978, p. 180.

101. Formée en 1923, la *Zen Kyūshū Suiheisha* 九州水平社, ou *Zenkyūsui*, est une branche régionale de la « Société nationale des niveleurs », la *Zenkoku Suiheisha*, fondée l'année précédente pour lutter contre les discriminations envers les populations *burakumin*.

formatée, reprenant les expressions typiques issues des textes de la Suiheisha, parfois quasiment à l'identique. Mais surtout, ces encarts indiquent le nom de l'auteur des excuses, son adresse, ainsi que le lieu où celui-ci a commis des actes jugés répréhensibles, ou prononcé de semblables paroles (document 1). Une soixantaine de ces lettres furent publiées durant les trois années de parution du journal, dont un tiers présentant leurs excuses à des mineurs du Chikuhō, ce qui confirme le fait que les houillères sont également des lieux de ségrégation envers les *burakumin*.



DOCUMENT 1. EXEMPLE DE LETTRE D'EXCUSE
 PUBLIÉE DANS LE *SUIHEI GEPPŌ*¹⁰².

Parallèlement à l'assignation chronique de tâches minières des moins rémunérées, les *burakumin* tendent aussi à être relégués vers le secteur des PMI-PME. Le phénomène se précise au fur et à mesure de l'industrialisation des mines. Mais fait-il vraiment système, et permet-il d'affirmer que les *burakumin* sont bien plus nombreux à travailler dans les PMI que dans les grandes entreprises privées, comme les *zaibatsu* ? C'est la position qu'adoptent

102. ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, n° 12, le 1^{er} août 1925.

Nagasue Toshio et Mahara Tetsuo¹⁰³. L'idée paraît assez cohérente, même si les documents pour l'appuyer manquent, comme le souligne justement l'économiste Sakamoto Yūichi¹⁰⁴.

L'étude des archives du *Suihei geppō* peut toutefois nous aider à y voir plus clair. Les lettres d'excuses mentionnées *supra* suggèrent en premier lieu la présence très probable de militants de la Suiheisha dans la mine, et par extension de *burakumin*, car ces lettres sont en général publiées à la demande de ces militants. D'autre part, les « cartes de visite » des bienfaiteurs du *Suihei geppō* constituent un second indicateur. Ces encarts publiés dans le mensuel comportent le nom, le titre ou l'appartenance, et l'adresse de l'annonceur (document 2), qui payait à cet effet des frais de parution selon l'espace occupé par son annonce. L'objectif de ces insertions varie naturellement entre un patron de restaurant et un homme politique, mais permet essentiellement aux responsables des mines d'exprimer leur volonté d'entente avec la Suiheisha, que ce soit en vue de nouveaux recrutements, ou pour s'attirer les bonnes grâces des *burakumin* travaillant déjà dans leur houillère. Si ces dirigeants prenaient la peine d'effectuer une telle démarche, on peut en déduire que les *burakumin* formaient alors une proportion non négligeable des salariés miniers. En ce sens, la nature et la quantité de ces cartes de visite peuvent être considérées comme des indicateurs relativement fiables de la présence *buraku* dans chaque mine.

103. NAGASUE, 1989, p. 9092 ; MAHARA, 1973, p. 82.

104. SAKAMOTO, 1997, p. 103.

日 高 日 出 東	鶴 田 久 十 嘉穂郡飯塚町宮ノ下	西 田 新 助 嘉穂郡飯塚町宮田	酒 師 池 田 野 見 山 釀 造 場 全中央坑外 野見山支店	謹 ん で 山 色 運 天 の 新 年 を 迎 ふ !	太 田 常 吉 嘉穂郡飯塚坑	花 瀬 炭 坑 福岡県志穂郡西村	鎮 西 炭 坑 福岡県志穂郡西村	芥 田 延 太 郎 大隈町助役
坂 福 野 見 山 源 太 郎 口 澤 定 木 俊 一 嘉穂郡稲葉校	株 式 會 社 麻 生 商 店 飯塚町芳雄	麻 生 太 吉 嘉穂郡飯塚町	代 議 士 赤 間 嘉 之 吉 嘉穂郡米宮町	車 力 類 製 造 所 山 中 時 次 郎 嘉穂郡飯塚町松田	稻 葉 村 助 役 中 並 喜 太 郎 嘉穂郡大隈町	村 長 福 澤 國 八 嘉穂郡稲葉村	松 本 平 六 嘉穂郡飯塚町山内炭坑	

DOCUMENT 2. EXEMPLE DE CARTES DE VISITE
 PUBLIÉES DANS LE *SUIHEI GEPPŌ*.

À noter, celle d'Asō Takichi (3^e encart du bas, de gauche à droite),
 suivie de celle de son groupe (2^e encart du bas, de gauche à droite)¹⁰⁵.

Il y a toutefois deux limites à l'exploitation de ces archives. L'une est temporelle : la période sur laquelle elles nous renseignent est de fait restreinte à celle de la publication de l'organe, entre juin 1924 et juin 1927. L'autre est d'ordre géographique : le *Suihei geppō* étant imprimé et distribué essentiellement dans le district de Kaho¹⁰⁶, nos deux indicateurs s'appliquent surtout à des houillères de cette région. Ainsi les mines de Kaijima, essentiellement situées dans le district de Kurate, ne sont pas mentionnées dans les lettres d'excuses et les cartes de visite, alors que la présence d'ouvriers *burakumin* y est bien connue¹⁰⁷.

105. ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, n° 7, le 1^{er} janvier 1925.

106. HARAGUCHI, 1988, p. 495.

107. SAKAMOTO, 1997, p. 96, SHINDŌ, 1978, p. 64.

Ces quelques précautions méthodologiques formulées, nous pouvons observer sur le plan quantitatif une corrélation entre la taille de la mine et le nombre d'indicateurs attestant d'une présence *burakumin* parmi ses ouvriers. Plus la mine est petite, plus le nombre de lettres d'excuses et de « cartes de visite » publiées est important : cinquante-trois occurrences en trois années pour l'ensemble des mines de moins de 1 000 salariés, contre deux occurrences seulement pour toutes celles de 5 000 à 6 000 salariés (figure 5).

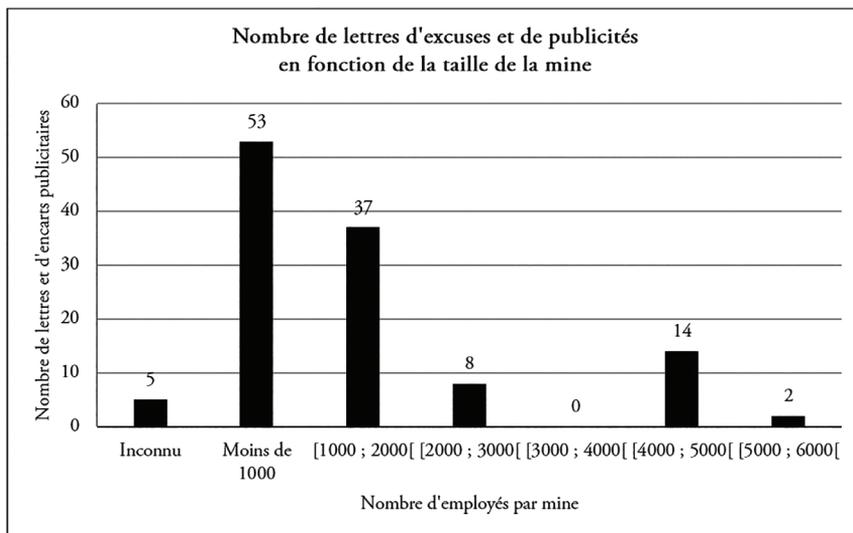


FIGURE 5. RÉPARTITION DU NOMBRE DE LETTRES D'EXCUSES ET D'ENCARTS PUBLICITAIRES PARUS DANS LE *SUIHEI GEPPŌ*, SELON LA TAILLE DE LA MINE CONCERNÉE¹⁰⁸.

108. ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985. Pour le nombre de salariés de chaque mine, nous nous référons à Moji tetsudō un'yuka 門司鉄道局運輸課, *Ensen tankō yōran* 沿線炭鉱要覽, 1928, cité par Sakamoto, 1997, p. 99.

La seule exception à cette tendance concerne une mine en régie d'État, pour laquelle ces indicateurs révèlent une forte présence *burakumin* malgré un nombre d'ouvriers comparable aux effectifs des grandes entreprises privées. Il s'agit de la mine de Takao 高雄 (4 957 salariés), qui apparaît onze fois, contre deux pour la mine de Namazuta (Mitsubishi, 4 548 salariés), et une seule pour celle de Tadakuma 忠隈 (Sumitomo, 4 173 salariés). De manière globale, le nombre de lettres d'excuses et de cartes de visite relatives aux mines Mitsubishi et Sumitomo est clairement moindre (cinq en tout), laissant supposer un faible nombre de *burakumin* parmi leurs salariés. Une différence de stratégie entre les mines des grands groupes privés et celles en régie d'État peut néanmoins être décelée à partir de ces indicateurs : les mines gérées par les entreprises Sumitomo (Tadakuma), Mitsubishi (Namazuta) et Furukawa (Shimo-yamada 下山田) n'apparaissent en effet dans le *Suiei geppō* qu'à travers ces cinq lettres d'excuses, sans aucune publicité. Est-ce parce que les grands groupes privés ont tendance à préférer employer les non-*burakumin*, et à reléguer les *burakumin* à certains secteurs tels que le tri du charbon ou le transport, comme le supposent certains chercheurs¹⁰⁹ ?

109. NAGASUE, 1979, p. 108 ; MAHARA, 1973, p. 82.

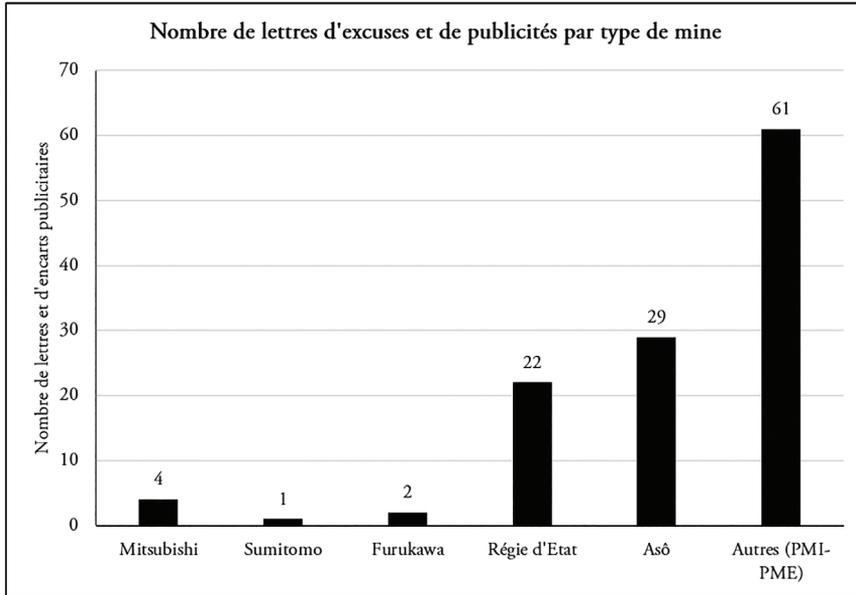


FIGURE 6. RÉPARTITION DU NOMBRE DE LETTRES D'EXCUSES ET D'ENCARTS PUBLICITAIRES PARUS DANS LE *SUIHEI GEPPŌ*, PAR TYPE DE MINE¹¹⁰.

Alerté par les émeutes du riz de 1918 et le développement des mouvements ouvriers, Mitsui mena dans ses mines une politique de recrutement portant une attention particulière à l'état civil et aux antécédents des candidats, avec une « liste noire » de militants des mouvements ouvriers¹¹¹ où figuraient immanquablement les membres de la Suiheisha, alors très proches du PCJ. Par crainte des émeutes, certains de ces grands groupes choisirent d'autre part une politique d'isolement de leurs salariés. Ainsi, elles n'embauchèrent pas de *burakumin* dans les houillères situées à côté de leur *buraku* de résidence, ou ne les embauchèrent qu'à la condition

110. ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985.

111. KANEKO, 1975, p. 100.

qu'ils déménagent plus loin et ne voient plus leur famille¹¹². Voici probablement pourquoi la mine Mitsui de Yamano (district de Kaho), qui compte pourtant de nombreux *burakumin* sur place, ne figure pas une seule fois dans le *Suihei geppō*.

Ajoutons qu'à partir des années 1930, les houillères appartenant à de grandes entreprises se mécanisèrent non seulement de plus en plus, mais accordèrent aussi davantage d'importance à la qualification. Ainsi, en 1931, 75 % des mineurs de la mine n° 3 de Tagawa (Mitsui) étaient au moins diplômés de l'école primaire (*jinjō shōgakkō* 尋常小学校), et 31 % d'entre eux possédaient un niveau d'éducation supérieur au collège (*kōtō shōgakkō* 高等小学校)¹¹³. Les *burakumin*, dont la qualification moyenne était inférieure à celle du reste de la population¹¹⁴, présentaient donc d'emblée moins de chances d'être embauchés dans ces houillères.

Quant aux mines en régie d'État affiliées à l'industrie sidérurgique de Yahata (*Yahata Seitetsusho* 八幡製鐵所), elles sont relativement bien représentées dans le *Suihei geppō*, en particulier celles de Takao, Chūō et Urushio 漆生. On les retrouve dans des lettres d'excuses, et surtout, à la différence des grands groupes privés, dans des « cartes de visite publicitaires » émanant de personnalités parfois relativement importantes. Ainsi, quatre chefs d'*ōnaya* 大納屋¹¹⁵ de la mine de Takao formulent leurs vœux de nouvel an au *Suihei geppō* et à ses lecteurs par le biais de ces encarts publicitaires¹¹⁶. Ces insertions dans le journal laissent supposer que ces chefs d'*ōnaya* comptent un certain nombre de mineurs *buraku* sous leur responsabilité, mais qu'ils ont aussi intérêt à exprimer leur amitié pour les retenir chez eux et en attirer de nouveaux, puisque les recrutements relèvent effectivement de la fonction du chef de baraque, le *naya-gashira* 納屋頭¹¹⁷. Dans un autre numéro, figurent deux cartes de visite de membres du conseil du bourg de

112. NAGASUE, 1989, p. 90-91.

113. SAKAMOTO, 1997, p. 103.

114. CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1970 [1936], vol. 11, p. 135-136.

115. Grandes baraques des mineurs célibataires. NAGASUE, 1979, p. 106.

116. ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, n° 7, le 1^{er} janvier 1925.

117. Pour l'organisation du système appelé « *naya seido* », nous nous référons à SUMIYA, 2003 [1968], p. 323-329 ; OGINO, 1993, p. 41-43 & 134.

Kōbukuro 幸袋 appartenant également à la mine de Takao, dont un élu local ayant payé un encart particulièrement important¹¹⁸. Le but est électoraliste : en affichant son appartenance à la mine de Takao, il compte recueillir le suffrage des ouvriers *buraku* de cette houillère, ce qui sous-entend qu'ils doivent là encore représenter un nombre suffisamment important de voix pour justifier cet investissement.

En réalité, si ces mines en régie d'État ont mené une certaine politique d'embauche des *burakumin*, ce fut dans le contexte de la politique nationale de « réconciliation » (*yūwa* 融和)¹¹⁹ lancée suite aux émeutes du riz de 1918, qui avaient été attribuées à ces populations. Il s'agissait de leur fournir des aides afin de mieux les assimiler et les détourner des mouvements d'opposition, notamment des communistes.

Dans ces houillères, certains *burakumin* ont pu être employés dans des secteurs relativement « nobles » comme l'extraction du charbon. On peut relever au moins deux cas en 1918 et en 1921 pour les mines en régie d'État, alors qu'il faudra attendre les années 1930 pour observer des mineurs de fond *burakumin* dans les grands groupes privés¹²⁰. Des cas de chefs de baraque *burakumin* sont par ailleurs avérés, comme ceux de la famille Wada (trois de 1899 à 1929 dans la mine d'Urano, et un en 1931, dans la mine de Chūō)¹²¹. Ces *naya-gashira*, sous les ordres desquels travaillaient des mineurs de même origine, appartenaient à des familles plus riches de *burakumin*, et sont parfois même devenus des élus locaux. Leurs encarts publicitaires dans le *Suiei geppō* leur permettaient d'affirmer leur statut et de consolider leurs liens avec la communauté *burakumin* des mines, ou lors des élections¹²². Ainsi, contrairement aux groupes privés, les mines en régie d'État n'évitent pas ces populations habitant sur place. Elles privilégient plutôt la stabilité offerte par la main-d'œuvre locale en s'alliant aux notables *buraku*, qui en tant que chefs de baraques, peuvent garantir la paix sociale.

118. ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, n° 9 [*sic* : n° 10], 1^{er} mai 1925.

119. Ancêtre de la politique d'« assimilation » (*dōwa*) mise en place par la loi de 1969.

120. D'après SAKAMOTO Yūichi, l'un des chercheurs les plus documentés sur la question. 1997, p. 95-102.

121. MATSUMOTO, 1977, p. 12-37 & 113.

122. ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, n° 3, 8, 10, 15, etc.

Disposant de nombreux métayers *buraku* dans le district de Kaho, Asō Takichi est d'abord un grand propriétaire terrien, profondément enraciné dans le Nord du Kyūshū. Avec un capital plus limité que les grands *zaibatsu*, il s'est très tôt intéressé à l'utilité spécifique de ces minorités discriminées pour les houillères de son groupe, l'Asō Shōten 麻生商店. En novembre 1888, il donne ainsi à un responsable de sa mine de Namazuta cette recommandation écrite : « il faudrait, avant que les autres mines ne s'en aperçoivent, recruter des mineurs parmi les nouveaux citoyens [c'est-à-dire les *burakumin*]¹²³. » Une politique de recrutement qui conduira certains, tels Shindō Toyo.o, à décrire les mines d'Asō comme « celles où les *burakumin* du Chikuhō sont les plus nombreux à travailler¹²⁴ ».

Cette stratégie s'observe également dans la façon dont les mines de l'Asō Shōten insèrent des publicités dans le *Suihei geppō*. Quantitativement, les indicateurs de la présence *burakumin* dans une mine donnée font des mines d'Asō parmi les plus représentées dans les pages du journal, toutes lettres d'excuses et publicités confondues : vingt-neuf occurrences en trois ans, sans compter les publicités à titre individuel d'Asō Takichi lui-même (voir *infra*, document 2), qui achète à quatre reprises des encarts particulièrement imposants pour sa carte de visite. En réalité, Asō et ses mines sont présents dans pratiquement tous les numéros du *Suihei geppō*, devant les mines en régie d'État (vingt-quatre fois), et juste derrière celle de Chinzei 鎮西 (trente occurrences). Si cette dernière occupe le premier rang, sa particularité est d'être une PMI (de 518 ouvriers en 1928), gérée par des sympathisants et membres de la Suiheisha, et dont les salariés sont majoritairement *burakumin*¹²⁵.

Comme les mines de Mitsubishi, ou celles à divers degrés en régie d'État, les mines d'Asō présentent des lettres d'excuses attestant de l'existence, au sein de ses houillères, de réelles tensions entre les *burakumin* et les autres ouvriers. Pourtant, le groupe Asō Shōten s'emploie dans le même temps à manifester sa bienveillance envers ces populations. En témoignent les publicités qu'il insère dans le *Suihei geppō*, qui ne proviennent pas seulement de ses chefs de baraques, mais également,

123. Directive d'Asō Takichi du 6 novembre 1888, citée par SAKAMOTO, 1997, p. 100.

124. SHINDŌ, 1978, p. 124 & 250.

125. SAKAMOTO, 1997, p. 100-103.

et ce dès les premiers numéros, de responsables du plus haut niveau, tels que les directeurs des mines de Kamimio et de Sannai 山内. À cela s'ajoutent les publicités au nom de toute l'entreprise, sans compter celles de membres de la famille Asō, d'élus locaux ou d'industriels. Quantitativement, la famille Asō est aussi présente dans les pages du journal que la famille Wada, ces notables *buraku* dont certains membres sont chefs de baraques au sein de mines d'État, ou gestionnaires de petites houillères, comme celles de Chinzei et de Hanase 花瀬.

Ces publicités auprès des *burakumin* étaient d'autant plus nécessaires que les mines d'Asō sont « connues dans le Chikuhō pour la faible rémunération de leurs salariés et la longueur des journées de travail », d'après Yamamoto Sakubē, qui a lui-même travaillé chez Asō¹²⁶. Un rapport rédigé en août 1932 par des ouvriers en lutte dénonce de même ces houillères, dont « les salaires sont 20 % moins élevés que dans les autres mines » et où « les soins médicaux apportés aux ouvriers lors d'un accident du travail sont interrompus à la seule appréciation des contremaîtres, sans avis médical¹²⁷. » Les auteurs de ce rapport sont majoritairement des travailleurs coréens, envers qui les *burakumin* du Chikuhō se sont fréquemment montrés solidaires. De nombreux Coréens, 1 100 au début de l'ère Shōwa (1926-1989), travaillaient en effet dans les mines d'Asō¹²⁸ : leur cas, ajouté à celui des *burakumin*, révèle ainsi une stratégie d'utilisation préférentielle des groupes discriminés pour bénéficier d'une main-d'œuvre moins coûteuse.

La question *buraku* au sein du mouvement ouvrier des mines du Chikuhō : alliance, ou subordination ?

Les mouvements politiques et syndicaux du Chikuhō n'échappent pas à la question *buraku*, surtout avec la création de la Zen Kyūshū Suiheisha en mai 1923. Du fait de l'importance démographique et de la force de cohésion des *burakumin*, cette organisation va jouer un rôle essentiel dans la structuration d'un

126. Yamamoto Sakubē, cité par SHINDŌ, 1978, p. 124.

127. Rapport des grévistes, *ibid.*, p.126.

128. *Ibid.*, p.124.

mouvement social naviguant entre des logiques d'intérêt propre, d'une part, et de cet intérêt universel qu'appellent le marxisme et la lutte contre toutes les formes d'oppression. Au risque, parfois, de reléguer au second plan la question des discriminations spécifiques aux *burakumin*.

Les *burakumin* du Chikuhō ont joué un rôle aussi important que ceux de la ville de Fukuoka au moment de la fondation de la ZKS : Shindō Tōyo.o affirme même que « la matrice de la Zen Kyūshū Suiheisha est née dans le Chikuhō¹²⁹. » Haraguchi Eiyū, spécialiste de la ZKS, situe ses prémices dans le district de Kaho¹³⁰, ce que corrobore Matsumoto Kichinosuke¹³¹, alors employé à la mine d'Uruno, qui précise que la moitié des protagonistes à l'origine de cette initiative étaient des mineurs. Le siège de la Zenkyūsui se situant dans la ville de Fukuoka, chez Matsumoto Ji.ichirō 松本治一郎 (1887-1966), chef du comité exécutif, la région du Chikuhō et ses mineurs *burakumin* sont souvent associés aux actions de la ZKS. Quand il évoque les *burakumin* de Fukuoka ou de Kyūshū, Sano Manabu pense surtout aux mineurs de Chikuhō¹³². De même, Kondō Hikaru 近藤光, un des acteurs de la création de la Suiheisha du Japon, croyait que le siège central de l'organisation se trouvait dans le district de Kaho, sis chez Hanayama Kiyoshi 花山清 (1896-1982)¹³³, dont le *buraku* était alors majoritairement composé d'ouvriers de la mine de Chūō¹³⁴. Mais le village de Hanayama Kiyoshi est effectivement l'un des centres de la ZKS et le lieu où le journal *Suihei geppō* est hébergé, rédigé et imprimé¹³⁵.

L'influence de la ZKS est importante parmi les mineurs *buraku* de Chikuhō, d'autant que le taux d'adhésion à la Suiheisha pour le département de Fukuoka est alors élevé (27 %, soit cinq fois la moyenne nationale, qui n'est que de 6 % tout au

129. *Ibid.*, p. 209.

130. HARAGUCHI, 2001, p. 590.

131. MATSUMOTO, 1977, p. 39.

132. SANO, 1923.

133. Propos de Kondō, recueillis par la police lors de son arrestation de mai 1923. SHINDŌ, 1978, p. 209.

134. *Ibid.*, p. 220.

135. HARAGUCHI, 1988 p. 495.

plus¹³⁶). Comme la Suiheisha au niveau national, la ZKS s'engage à défendre les *burakumin* en réclamant notamment aux individus ou institutions responsables de discrimination envers ces populations des excuses publiques, qu'elle reproduit dans le *Suihei geppō*. On lui doit aussi des actions concrètes en faveur de l'amélioration des conditions de vie des mineurs *burakumin*, comme l'abolition des *eta-naya* et des *eta-buro*, obtenue au cours des années 1920¹³⁷.

L'unité dans les luttes sociales et la grande coalition

Entre lutte de classes et défense des intérêts particuliers des *burakumin*, la ZKS est confrontée aux mêmes dilemmes que la Suiheisha nationale quant à la position qu'elle devrait adopter envers les mineurs non *burakumin*. Elle opte néanmoins plutôt pour la solidarité de classe, au point de heurter, lors du troisième Congrès de la Zenkoku Suiheisha (1924), certains membres du bureau central dont elle critique l'exclusivisme du mouvement, proposant de déployer davantage d'efforts pour obtenir la compréhension des non *burakumin*¹³⁸. Sur le terrain, la ZKS est partie prenante des luttes pour la cause commune du prolétariat. La même année 1924, elle participe activement aux mouvements des travailleurs de la mine Mitsui de Miike 三池¹³⁹, mais aussi aux grèves de l'usine textile Harada Seimenjo 原田製綿所 en 1925¹⁴⁰, ainsi qu'aux mouvements des métayers (*kosaku sōgi* 小作争議) du

136. En 1929, 18 899 individus étaient membres de la Suiheisha parmi les quelque 70 000 *burakumin* que comptait le département de Fukuoka (69 345 individus en 1920, 71 913 en 1935). Au niveau national, la Suiheisha regroupait la même année 48 483 membres sur le presque million de *burakumin* présents au Japon (829 674 recensés en 1921, puis 999 687 en 1935). Sources : CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1974, n° 40, p. 85 ; CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1970 [1935], p. 283-287 ; *Kindai burakushi shiryō shūsei*, 1984-1987, vol. 9, p. 19 & 29 ; HARAGUCHI, 1988, p. 502-503.

137. Témoignage de Yamamoto Sakubē, cité par SHINDŌ, 1978, p. 32.

138. Propos tenus au congrès de 1924 par Matsumoto Ji.ichirō et Hanayama Kiyoshi (archives personnelles).

139. SHINDŌ, 1978, p. 230.

140. Certes, la moitié des grévistes étaient des femmes *buraku*. HARAGUCHI, 1989, p. 159.

Chikuhō soutenus par le « Syndicat des paysans du Japon » (*Nihon nōmin kumiai* 日本農民組合), de 1923 à 1924¹⁴¹.

Certains *buraku* où la ZKS est puissante accueillent même les bureaux des grévistes non *burakumin* syndiqués afin de les protéger des intimidations musclées de leurs employeurs ou des chefs de baraque, lorsque ceux-ci font appel à la pègre locale. C'est le cas du *buraku* de Futase 二瀬 (district de Kaho), qui abritait le bureau du « Syndicat des mineurs de l'Ouest » (*Seibu tankōfu kumiai* 西部炭坑夫組合) de la mine de Chūō, fondé en 1922. Les violences contre ces syndicalistes sont réelles : entre 1924 et 1925, quatre grévistes sont grièvement blessés, et l'un meurt poignardé. Sa dépouille est déposée dans la tombe d'un *burakumin*¹⁴². Plus tard, en 1932, lorsque les grévistes du « Syndicat des mineurs de charbon du Japon » (*Nihon sekitan kōfu kumiai* 日本石炭坑夫組合)¹⁴³ luttent pour l'amélioration des conditions de travail dans les houillères d'Asō, les *buraku* du district de Kaho sont mobilisés par la ZKS afin de leur fournir des denrées alimentaires, alors qu'ils en manquent eux-mêmes¹⁴⁴.

À l'inverse, on observe également des exemples de solidarité de la part d'ouvriers non *burakumin* envers leurs confrères discriminés. Ainsi, en 1923, lorsque la Suiheisha mène campagne contre le maire du village de Nakamura (district de Kurate), accusé de discrimination anti-*buraku*, des travailleurs de la mine Kajijima d'Ōnoura 大之浦 et des agriculteurs viennent leur prêter main-forte. Ensemble, ils obtiennent la publication par le maire d'une lettre d'excuses¹⁴⁵.

Les militants de la Zenkyūsui n'ignorent pas, pour autant, que l'hostilité contre les *burakumin* n'est pas seulement le fait du camp capitaliste, mais qu'elle émane aussi de leurs propres camarades ; ils constatent même que « la plupart des affaires de discrimination anti-*buraku* du moment se produisent au sein du prolétariat

141. SHINDŌ, 1978, p. 221.

142. Celle de la famille de Hanayama Kiyoshi, un des responsables du journal *Suihei geppō*.

143. Syndicat social-démocrate, comptant parmi les grévistes de 1932 de nombreux Coréens.

144. SHINDŌ, 1978, p. 111-126 & 225.

145. ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985 [1924], articles des n° 3, 4 et 6.

[*musan kaikyū* 無産階級]¹⁴⁶. » La ZKS tente alors de sensibiliser les camarades non *burakumin* afin qu'ils prennent conscience de leur appartenance à une même classe – celle des prolétaires –, et du non-sens que représente la ségrégation. En avril 1926, les femmes *buraku* lancent ainsi cet appel dans le *Suibeï geppō* : « sœur non *burakumin*, ne nous discrimine pas, ne nous humilie pas, nous, les victimes du système de classe. Ce serait faire souffrir tes propres sœurs qui sont dans la même situation que toi, et finalement, te faire souffrir toi-même¹⁴⁷. »

Le mot d'ordre que la Zenkyūshū tente de faire passer est alors celui de la « grande coalition pour l'intérêt commun » (*daidō danketsu* 大同団結)¹⁴⁸, contre l'ennemi capitaliste. Dans cette confrontation, le racisme¹⁴⁹ anti-*buraku* divise les *burakumin* des autres exploités, et « empêche considérablement la progression du mouvement prolétaire¹⁵⁰. » Pour les militants de la ZKS, le combat contre le racisme et la lutte de classes constituent donc deux pôles fondamentaux et indissociables, l'un ne pouvant s'accomplir sans l'autre.

La subordination à la lutte de classes

L'union est également prônée au sein de la gauche, mais dans un sens plus spécifique : pour la gauche, la lutte d'émancipation des *burakumin* devrait se soumettre à celle, universelle, du prolétariat. Dans *Seibu sensen* 西部戦線 (« Le Front de l'ouest »), une revue proche du parti communiste publiée

146. ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, n° 15, le 10 novembre 1925.

147. *Ibid.*, n° 18, le 1^{er} avril 1926.

148. *Ibid.*, n° 12, le 1^{er} août 1925.

149. On voit déjà se développer à l'époque d'Edo des discours considérant les *burakumin* comme une autre ethnie que celle des Japonais. Ce seront néanmoins surtout la pénétration du darwinisme et de l'eugénisme au Japon, à la fin du XIX^e siècle, qui donneront naissance à des discours racialisés et racistes au sujet des populations *eta*. Le terme de « race » (*jinsū* 人種), appliqué aux *burakumin*, est par ailleurs employé tel quel dans de nombreux écrits de la première moitié du XX^e siècle. Nous avons développé ces points plus en détail lors des journées d'études du 22 janvier 2015 (« Populations japonaises », CEJ-Inalco) et du 24 mars 2016 (CEJ-Antenne de Toulouse).

150. *Ibid.*, n° 15, le 10 novembre 1925.

dans le Chikuhō, l'un des fondateurs du PCJ Yamakawa Hitoshi 山川均 (1880-1958) déclare en 1924 que l'idéal de la Suiheisha « ne peut se réaliser que grâce à l'entraide des trois mouvements d'émancipation des prolétaires, à savoir celui du syndicat ouvrier, du syndicat agricole et de la Suiheisha », soulignant qu' « ouvriers, métayers et *burakumin* ne forment qu'une seule et même classe, celle des opprimés. » Dans le même numéro, le *leader* du Syndicat des mineurs de l'ouest, Koyama Morito 小山盛人, affirme que « l'émancipation des *buraku* passe par l'émancipation économique, laquelle ne se réalise que grâce à une autre émancipation : celle de l'exploitation capitaliste par l'ensemble de la classe prolétaire¹⁵¹. » Il s'agit de signifier que les luttes des *burakumin* ne sont que des variantes de celles du prolétariat, et qu'elles ont vocation à se retrouver au sein du PCJ. Mais le fait d'avoir pris la peine de rajouter les *burakumin* à côté des catégories classiques – paysannes et ouvrières – montre que la prise en compte du mouvement de la Suiheisha est difficilement évitable dans le contexte local.

En réalité, il semblerait que la Suiheisha du Kyūshū cherche surtout à tirer son épingle du jeu dans les luttes d'influence entre les tendances socialisantes et celles plus proches du PCJ. Lorsque l'influence de ce dernier faiblit, les revendications propres aux *buraku* ressurgissent : c'est le cas avec l'éphémère¹⁵² « Parti des paysans et des ouvriers » (*Nōminrōdōtō* 農民労働党, ci-dessous NRT), fondé en décembre 1925 à partir de la coalition entre la Suiheisha et différents syndicats. Au-delà des revendications spécifiques aux mines, son programme doctrinal (*kōryō* 綱領) consacre une attention particulière à la condition des *burakumin* dans les houillères, revendiquant « le même salaire pour le même travail, quels que soient le sexe, l'âge et la race [*jinshu* 人種]¹⁵³. » Ce mot de « race » pourrait renvoyer aux ouvriers coréens, mais ceux-ci sont désignés dans le même texte par le terme de « peuple des colonies » (*shokuminchi minzoku* 植民地民族). Il s'agit donc des *burakumin*, d'autant que les militants de la Suiheisha les définissent eux-mêmes

151. Les propos de Yamakawa Hitoshi et Koyama Morito dans le premier numéro de *Seibu sensen* sont cités par SHINDŌ, 1978, p. 229.

152. Il dure à peine une journée avant d'être dissous par les autorités.

153. Programme doctrinal voté en 1925, cité par TSUCHIANA, 1960, p. 256.

comme un « peuple » minoritaire¹⁵⁴, et que la Suiheisha était la seule association politique représentant une minorité au moment de la fondation de ce parti. On peut supposer que cette dernière a surtout pu se faire entendre en profitant des conflits intérieurs qui aboutiront, lors de la création du NRT, à la mise à l'écart de l'aile gauche communiste au profit des syndicats sociaux-démocrates. D'autant qu'à l'époque, la Suiheisha n'avait pas encore décidé de subordonner son combat contre les discriminations aux luttes de classes plus générales.

Le gouvernement, soupçonnant le NRT de liens avec le PCJ, ordonne sa dissolution dès sa fondation. Son successeur direct, le « Parti des ouvriers et des paysans » (*Rōdōnōmintō* 労働農民党, ci-dessous RNT), sera formé quelques mois plus tard, en mars 1926, mais il ne tient pas compte de la question *buraku* dans son programme doctrinal¹⁵⁵. Lors de cette refondation, l'aile communiste a réussi à prendre le pouvoir. Ce nouveau rapport de forces se traduit par la subordination des causes des minorités discriminées à celles de la lutte des classes, alors même que le comité central du RNT compte dans ses rangs des cadres de la Suiheisha, comme Sakamoto Sei.ichirō 阪本清一郎 (1892-1987). Parallèlement, au sein des mouvements *burakumin*, l'influence du PCJ atteint son apogée et relègue le combat contre la discrimination anti-*buraku* derrière la lutte des classes.

Le Taishū jibō, de l'alliance sociale-démocrate au retour des communistes

Cette année 1926 voit se multiplier les opérations antimilitaristes au sein de la Zenkyūsui, orchestrées par l'aile communiste de la ZKS et regroupées sous l'appellation « combat par accusation de discrimination du régiment de Fukuoka » (*Fukuoka rentai sabetsu kyūdan tōsō* 福岡連隊差別糾弾闘争). Pour protester contre la discrimination anti-*buraku* au sein du régiment militaire de

154. Ce terme de « peuple » (*minzoku*) est par exemple employé dans ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985 [1925], n° 15.

155. Telle est du moins l'analyse dominante parmi les chercheurs du centre de recherche Buraku Kaihō Jinken Kenkyūjo 部落解放人権研究所. YOSHIDA, 2013 ; TANAKA, 2001, p. 1098. Mais il faudrait analyser directement le programme doctrinal du Parti à la Bibliothèque de la Diète : HOSOSAKO, 1926.

Fukuoka, la ZKS multiplie les boycottages et les occupations de leurs terrains d'entraînement, tout en dénonçant le militarisme avec le soutien de partis et de syndicats noyautés par des communistes, comme le RNT, ou la « Conférence des syndicats du travail du Japon » (*Nihon rōdō kumiai hyōgikai* 日本労働組合評議会)¹⁵⁶. Cette campagne de lutte contre le militarisme à Fukuoka se solde par l'arrestation en novembre 1926 de plusieurs cadres de la ZKS¹⁵⁷, dont Matsumoto Ji.ichirō et Fujioka Shōuemon 藤岡正右衛門 (1892-1930), mais surtout de membres de l'aile bolchévique, tels Wada Tōsuke 和田藤助¹⁵⁸ (ZKS) et Kimura Kyōtarō 木村京太郎 (1902-1988)¹⁵⁹. Ces répressions affaiblissent la Zenkyūsui, et le *Suihei geppō* finit par cesser de paraître après le numéro de juin 1927. Le journal renaît toutefois un an plus tard, en mai 1928, sous le titre de *Taishū jihō* 大衆時報 (« Courrier du peuple »)¹⁶⁰ : il est à présent devenu l'organe d'une coalition entre la Zenkyūsui et le « Syndicat des mineurs de Kyūshū » (*Kyūshū tankōfu kumiai* 九州炭坑夫組合, ci-dessous KTK). Ce syndicat, à tendance socialiste, est affilié au « Parti ouvrier et paysan du Japon » (*Nihon Rōnōtō* 日本労農党, ci-dessous « Nichirōtō »)¹⁶¹, puis après la dissolution de ce dernier, au « Parti social-démocrate populaire » (*Shakai Minsbūtō* 社会民衆党).

L'alliance avec un syndicat de mineurs est naturelle : leur cause était déjà essentielle au *Suihei geppō*, édité au cœur des houillères du district de Kaho. En revanche, celle avec un syndicat socialiste, voire social-démocrate,

156. SHINDŌ, 1978, p. 234.

157. Pour le détail de ces arrestations, nous nous référons à ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, n° 26, le 1^{er} mars 1927.

158. HARAGUCHI, 1988, p. 518.

159. Kimura prendra la carte du PCJ en 1927. BURAKU KAIHŌ JINKEN KENKYŪJO, 2001 p. 218.

160. *Taishū jihō*, n° 3598, 1928-1933, reproduits dans ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, p. 111-120.

161. Le *Nihon Rōnōtō*, socialiste, est différent des trois autres partis proches du PCJ appelés « Rōnōtō », à savoir le *Rōdō Nōmintō* (RNT, 1926-1928), le *Rōdōsha Nōmintō* 労働者農民党 (1928-1928) et le *Rōnōtō* 労農党 (1929-1931).

surprend d'autant plus que les cadres de la Zenkyūsui soutiennent dans le même temps le RNT, proche du PCJ. C'est ainsi que le chef de file de la ZKS, Matsumoto Ji.ichirō, et l'un des fondateurs de la Suiheisha au niveau national, Saikō Mankichi 西光万吉, se présentent aux élections nationales de février 1928 sous la houlette du RNT, respectivement à Fukuoka et Nara.

Les arrestations de 1926 ont causé une hémorragie parmi les communistes de la Zenkyūsui. Les éditeurs-rédacteurs du *Suihei geppō* réchappés des arrestations, Hanayama Kiyoshi et Tanaka Shōgetsu 田中松月 (1900-1993), sont d'autant plus proches des socialistes que l'éphémère NRT avait pleinement pris en compte la question spécifique des populations discriminées. Le *Taishū jibō* voit par ailleurs le jour dans un contexte où les mouvements communistes sont généralement affaiblis, notamment avec « l'affaire du 15 mars 1928 », qui voit l'arrestation de plusieurs mineurs communistes de la Zenkyūsui, dont Wada Hatsutarō 和田初太郎, Sōmon Kotarō 惣門小太郎 et Matsumoto Kichinosuke¹⁶².

Au sein du comité de rédaction du *Taishū jibō*, les forces sont quantitativement équilibrées, avec cinq membres de la Suiheisha du district de Kaho, dont Hanayama Kiyoshi et Tanaka Shōgetsu, qui avaient fondé le *Suihei geppō*, et cinq membres du KTK, syndicat proche des socialistes¹⁶³. Le rapport de force éditorial évoluera cependant en défaveur de la cause *buraku* au fil des publications, et ce, dès les premiers numéros¹⁶⁴. Le titre même du journal révèle un certain degré de marginalisation de la Suiheisha face à la prédominance de la cause socialiste : *Taishū jibō*, que l'on peut traduire par « Courrier du peuple », dénote davantage l'intérêt général pour les masses exploitées que pour les minorités discriminées. Son premier numéro, daté du 1^{er} mai 1928, est ainsi consacré à la journée des ouvriers, sans vraiment proposer d'articles en lien avec les *buraku* ou la Suiheisha.

162. MATSUMOTO, 1977, p. 107 ; SHINDŌ, 1978, p. 237.

163. La composition du comité de rédaction est précisée dans ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, numéro du 10 janvier 1929.

164. Par « les premiers numéros », nous désignons ceux publiés entre mai et août 1928, soient les numéros 35 à 38, puisque la numérotation de *Suihei geppō* est continuée par le nouveau journal.

L'omniprésence du Nichirōtō est également frappante : alors qu'aucune publicité de la Suiheisha ne figure dans les premiers numéros, plusieurs publicités du Nichirōtō sont en revanche publiées, dont celle de la section Nichirōtō du district de Kaho, celle des bureaux locaux du « Journal du Nichirōtō » dans les districts de Kaho et de Tagawa, et celle d'un candidat officiel de ce même parti aux élections locales¹⁶⁵. La mention de la Suiheisha, lorsqu'elle apparaît, est toujours donnée en plus petits caractères que pour le Nichirōtō. Même le syndicat KTK, qui représente pourtant la moitié du comité de rédaction, occupe moins de place que ce parti. Quelques mineurs sont mentionnés, mais souvent dans des rubriques en petits caractères. De même, si un candidat aux élections exerce la profession de mineur, sa mine d'appartenance est mentionnée de façon moins visible que celle du Nichirōtō¹⁶⁶. Ceci s'explique sans doute par le fait que le KTK avait alors particulièrement besoin de soutien politique : il s'était en effet retrouvé affaibli après la scission de la « Confédération générale du travail du Japon » (*Nihon rōdō sōdōmei* 日本労働総同盟)¹⁶⁷, à laquelle il appartenait, et qui allait se diviser entre la Conférence des syndicats du travail du Japon, établie en mai 1925, et la « Ligue des syndicats du travail du Japon » (*Nihon rōdō kumiai dōmei* 日本労働組合同盟), fondée en décembre de l'année suivante.

À partir du numéro de décembre 1928, le rapport de force évolue à nouveau, avec une première page pleinement consacrée aux préoccupations de la Suiheisha. À côté des procès de l'affaire du régiment de Fukuoka, en cours d'instruction, les méthodes de « lutte par accusation publique » (*kyūdan tōsō* 糾弾闘争) des discriminations anti-*buraku*, dont l'organisation est coutumière, occupent l'autre partie de la une. Celle-ci dénonce en l'occurrence l'emploi du mot *eta* par un *yakuza* de Nagasaki proche du pouvoir local, Fujita Matao 藤田又雄, accusé de « voyou réactionnaire » pour avoir déclaré : « appeler *eta* ceux qui sont des *eta*, où est le problème¹⁶⁸ ? ». À l'inverse, le Nichirōtō, omniprésent jusqu'au numéro précédent, est quasiment absent des articles de décembre 1928. Ce parti est

165. *Taishū jihō* du 1^{er} mai 1928, et du 1^{er} août 1928, *ibid.*

166. *Ibid.*, numéro du 1^{er} août 1928.

167. Différent de la *Zen-Nihon rōdō sōdōmei* 全日本労働総同盟.

168. *Taishū jihō*, *Ibid.*, n° 42, 1^{er} décembre 1928.

effectivement en train de disparaître pour se fondre, avec certains autres partis de gauche, dans la coalition du « Parti du peuple du Japon » (*Nihon Taishūtō* 日本大衆党), qui se constituera vingt jours après la publication de ce numéro. On peut se demander si les membres de la Zenkyūsui n'ont pas profité de cette période de flottement pour faire paraître leurs revendications en faveur des *buraku* comme du temps du *Suihei geppō*, d'autant que les rédacteurs principaux de *Taishū jibō* ne s'allieront finalement pas à ce nouveau parti de coalition, mais à un parti plus centriste. Ainsi, aux élections départementales de janvier 1929, Hanayama Kiyoshi se présente comme auparavant avec le soutien du KTK, mais aussi celui du Parti social-démocrate populaire. Le numéro du 10 janvier 1929 du *Taishū jibō* affiche d'ailleurs un encart de soutien de Miyachika Kōji 宮近綱次, un élu de ce même parti.

Par la suite, la parution du *Taishū jibō* devient très espacée, à peine un numéro par an. Il faudra attendre 1933 pour que son rythme de parution redevienne plus régulier, ce qui correspond au moment où le journal se rapproche d'un nouveau syndicat de mineurs du Kyūshū, le « Syndicat du travail des houillères de l'Ouest » (*Seibu kōzan rōdō kumiai* 西部鉱山労働組合, ci-dessous SKRK)¹⁶⁹. Ce dernier est proche du « Conseil national des syndicats du travail du Japon » (*Nihon rōdō kumiai zenkoku kyōgikai* 日本労働組合全国協議会, ci-dessous Zenkyō 全協), aux mains des communistes, et rival du syndicat social-démocrate auquel le *Taishū jibō* s'était allié précédemment. En janvier 1934, le *Taishū jibō* devient même l'organe officiel du SKRK. Le rapprochement avec ce syndicat affilié au PCJ est cependant plus ancien : il date au moins de l'année 1931, lorsque Hanayama Kiyoshi s'était présenté aux élections départementales de Fukuoka avec le soutien officiel du SKRK, en plus de celui du « Parti national du peuple ouvrier et paysan » (*Zenkoku rōnō taishūtō* 全国労農大衆党). 1931 fut par ailleurs une année de combats dans les mines du Chikuhō (*Chikuhō tanden sōgi* 筑豊炭田争議)¹⁷⁰, dont les grévistes furent soutenus par le SKRK, le Zenkyō, et bien sûr, la Zenkyūsui.

169. Le *Taishū jibō* devient l'organe du SKRK en 1934 (n° 99-107). Ces numéros sont reproduits dans ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, p. 121-130.

170. MATSUMOTO, 1977, p. 104-115 ; SHINDŌ, 1978, p. 238.

Le premier numéro du *Taishū jihō* en tant qu'organe du SKRK, daté de janvier 1934¹⁷¹, pose le syndicat en représentant des mineurs du Chikuhō, toujours en pleine lutte de classes. L'encart de la première page annonce ainsi en gros caractères :

Encore une explosion à la mine d'Akaïke. [...] Faisons condamner à mort les responsables et les capitalistes qui, en cherchant avidement le profit, ont massacré de nombreux mineurs, et font ainsi vivre leur famille dans une haine sans fin !! Dédommagements à vie aux familles des défunts¹⁷² !!

La majeure partie des articles de ce numéro s'adressent aux travailleurs de ces houillères : ils évoquent « l'ennemi commun des cent mille mineurs du Chikuhō » (p. 2), et incitent les lecteurs à exprimer leurs difficultés ou attentes dans une rubrique intitulée « Le bras des mineurs » (p. 4). Des conseils de lecture sont également dispensés pour éduquer les masses : « Lis !!! Les livres sont notre pain quotidien », avise ainsi une colonne recommandant trois auteurs, dont Marx et Yamakawa Hitoshi. Dans ces articles à l'attention des mineurs du Chikuhō, il n'est en revanche jamais fait mention de la condition des mineurs *buraku*. Hanayama Kiyoshi, qui est toujours l'éditeur et le directeur de *Taishū jihō*, ne mentionne pas non plus la question *buraku* dans les deux articles qu'il écrit pour ce premier numéro. Un seul texte émane de la Suiheisha, sous la plume de Matsumoto Ji.ichirō, alors président de son comité central. Inséré dans le coin inférieur d'une page, il s'agit seulement d'une carte de vœux pour le nouvel an, qui rapporte en petits caractères quelques nouvelles concernant la Suiheisha.

Il faut attendre la publication du numéro spécial d'avril 1934 pour voir abordée la question de la condition *burakumin*. Ce numéro spécial « Suiheisha » du *Taishū jihō* est très différent des anciens numéros de *Taishū jihō* ou de *Suihei geppō*. On n'y retrouve ni accusations publiques, ni lettres d'excuses ou de soutiens directs à la ZKS, mais en lieu et place, des récits didactiques rapportant des cas de discrimination, notamment à l'école. Comme le montre la préface à ces récits, il

171. *Taishū jihō*, ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, n° 99, le 1^{er} janvier 1934.

172. *Ibid.*

s'agit de sensibiliser les lecteurs aux difficultés particulières que rencontrent les *burakumin* et d'expliquer les raisons de certaines pratiques de la Suiheisha :

Du point de vue des gens ordinaires, les actions de la Suiheisha, telles ses accusations d'actes discriminatoires, doivent paraître incompréhensibles. [...] Vous expliquer à quel point un seul mot suffit pour nous blesser irrémédiablement ne suffit pas à obtenir votre compréhension. Ainsi, nous nous permettons de vous raconter ici une histoire personnelle [...]¹⁷³.

À la fin de l'article, l'auteur insiste dans son effort de sensibilisation :

Vous pensez sans doute qu'aujourd'hui, en ces jours de l'ère Shōwa, il ne doit plus y avoir de discriminations de ce genre. [...] Mais c'est précisément parce que ce type de discriminations existe toujours que la Suiheisha se voit obligée de poursuivre sa pratique de l'accusation publique¹⁷⁴.

Sensibiliser les lecteurs aux pratiques accusatoires de la Suiheisha est d'autant plus important que les camarades des mines sont parfois les auteurs de ces discriminations. En l'état actuel de nos recherches, nous ne pouvons affirmer si ce numéro est une concession arrachée par les membres de la Zenkyūsui, ou si le SKRK, donc les communistes, ressentent au cours de l'année 1934¹⁷⁵ le besoin, local ou national, de resserrer les rangs et de s'adjoindre plus fortement le soutien de la Suiheisha et de l'ensemble des *burakumin*.

Par ailleurs, ce numéro spécial « Suiheisha » n'évoque aucunement la question des mineurs, ni des ouvriers en général, comme si la condition des minorités discriminées et celle des prolétaires étaient désormais deux réalités différentes. Une évolution de taille par rapport aux discours assimilationnistes du PCJ et de

173. *Ibid.*, n° 102, le 10 avril 1934.

174. *Ibid.*

175. Moment où les mouvements communistes sont affaiblis par la répression et les conversions politiques successives.

Sano Manabu, qui dix ans plus tôt, considérait le Chikuhō et ses houillères comme le lieu idéal pour parvenir à la solidarité entre ouvriers *buraku* et non *buraku*¹⁷⁶.

Conclusion

Dans le bassin du Chikuhō, le lien entre *eta* et charbon, puis entre *buraku* et houillères, s'avère ancien. Il procède de facteurs à la fois historiques et sociaux, issus des stratégies locales des dirigeants des fiefs de l'époque Edo, associés à des facteurs plus pédogogiques de localisation des gisements de charbon.

Avec l'industrialisation et la constitution d'un prolétariat minier, ce lien s'est mécaniquement atténué, surtout durant la période d'expansion des houillères, à la fin du XIX^e siècle. Mais à partir des années 1920, puis au cours de l'après-guerre, la présence *buraku* au sein des mines se renforce de nouveau. On peut se demander si certains historiens spécialistes des *buraku* n'en sont pas venus à lier aussi étroitement charbon et *buraku* pour cette raison précise, et à extrapoler, ce faisant, la situation du Chikuhō. Du point de vue des *buraku*, la réciproque est plus certaine : le charbon semble être resté pour les communautés *buraku* du Chikuhō un élément déterminant en termes d'emploi, de revenus et même de mémoire collective.

En effet, la formation du prolétariat industriel, auquel les *burakumin* furent intégrés dès les débuts, n'a pas gommé la discrimination ancestrale dont ils faisaient l'objet avant Meiji : ségrégation dans l'habitat, relégation vers les tâches les moins qualifiées, les moins rémunérées, et même maintien des tabous, comme les interdictions d'accès à l'intérieur des fosses.

Les grands groupes miniers tels que Mitsui, Mitsubishi ou Sumitomo ont adopté des stratégies différentes vis-à-vis de ces communautés, entre évitement et dissimulation. Mais les groupes plus locaux, comme celui d'Asō Takichi, qui avait une bonne connaissance du Chikuhō et de ses *buraku*, ont plus certainement développé une stratégie assez claire : celle de tirer au maximum profit de cette main-d'œuvre disponible, moins chère et plus captive. Une logique qui voit son

176. SANO, 1923, et « Suihei shakai no kensetsu » 水平社会の建設, in ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, n° 3, août 1924.

prolongement avec l'usage privilégié de la main-d'œuvre coloniale chez Asō dans les années 1930, pour des salaires souvent plus bas encore que ceux des *burakumin*, et des conditions de travail souvent difficiles.

Au sein des mouvements ouvriers, et en particulier du PCJ, le plus proche allié de la Suiheisha, la question du traitement des discriminés est restée à géométrie variable. L'analyse théorique de la lutte des classes peut en effet aussi bien conduire à les intégrer dans son dispositif qu'à les considérer comme une préoccupation secondaire. L'état du rapport de force entre le PCJ et la Suiheisha, répercuté sur les houillères du Chikuhō par la présence de la Zenkyūsui et des syndicats affiliés au PCJ, se montre ici déterminant : quand les temps sont durs, le besoin de soutien chez les uns ou les autres conduit les membres de la ZKS à insister moins fortement sur la particularité des *buraku*, et les responsables du PCJ à conscientiser leurs militants sur la justesse du combat contre la ségrégation anti-*buraku*.

Si l'après-guerre voit la fin progressive des mines du Chikuhō, le taux de mineurs *burakumin* semble paradoxalement avoir augmenté à mesure que fermaient ces houillères. Le faible niveau de qualification de ces populations, qui rendait la reconversion vers d'autres secteurs moins aisée que pour les salariés non *burakumin*, n'est certainement pas sans lien avec ce phénomène.

On pourrait penser qu'avec la patrimonialisation actuelle des mines de cette région, que ce soit sous la forme de musées, d'expositions ou de monuments commémoratifs, une mémoire de la présence *buraku* aurait pu voir le jour. En réalité, un grand nombre d'anciens puits sont situés à proximité de *buraku*, et toujours peuplés de *burakumin*¹⁷⁷. Comme l'identification et la localisation de ces hameaux restent aujourd'hui l'enjeu majeur de la lutte des associations de défense des *buraku* à Kyūshū, mais aussi dans le reste du Japon, les groupes issus de la ZKS s'opposent à toute mention sur le terrain, ou dans des publications, qui permettrait de localiser précisément les *buraku* du Chikuhō.

177. D'après le dernier recensement national de 1993, le département de Fukuoka est aujourd'hui le deuxième département le plus peuplé par les populations *burakumin*, après celui de Hyōgo. SŌMUCHŌ, 1995, p. 72.

Bibliographie indicative

ASO Tatsuo 安蕪龍生, 1979, « Bakuhan jidai no tagawa ni okeru sekitan saikutsu to hisabetsu buraku » 幕藩時代の田川における石炭採掘と被差別部落 [L'extraction de la houille et les *buraku* discriminés à Tagawa durant l'époque féodale] in *Buraku kaihōshi : Fukuoka* 部落解放史・ふくおか [Histoire de l'émancipation des *buraku* : Fukuoka], n° 15, pp. 56-85.

BURAKU KAIHŌ KENKYŪJO 部落解放研究所 (ed.), 1981, *Buraku mondai* 部落問題 [Questions buraku], Kaihō shuppansha 解放出版社, Ōsaka.

BURAKU KAIHŌ JINKEN KENKYŪJO 部落解放人権研究所 (ed.), 1981, *Buraku jinken jiten* 部落問題・人権事典 [Dictionnaire encyclopédique de la question *buraku* et des droits de l'Homme], Kaihō shuppansha 解放出版社, Ōsaka.

CHIKUHŌ SEKITAN KŌGYŌSHI NENPYŌ HENSAN IINKAI 筑豊石炭鉱業史年表編纂委員会編 (ed.), 1973, *Chikuhō sekitan kōgyōshi nenpyō* 筑豊石炭鉱業史年表 [Chronologie de l'histoire industrielle du charbon dans le Chikuhō], Tagawa kyōdo kenkyūkai 田川郷土研究会, Tagawa.

CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI 中央融和事業協会, 1970 [1926-1941], *Yūwa jigyō nenkan* 融和事業年鑑 [Annuaire des œuvres *yūwa* 1926-1941], Buraku Kaihō Kenkyūjo, Ōsaka.

CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI 中央融和事業協会, 1974, *Yūwa jigyō kenkyū* 融和事業研究 [Recherches sur les œuvres *yūwa*], réédition des quatre-vingt numéros, Sekai Bunko 世界文庫, Tōkyō.

ENDŌ Masao 遠藤正男, 1942, *Kyūshū keizaishi kenkyū* 九州経済史研究 [Recherches sur l'histoire économique du Kyūshū], Nihon hyōronsha 日本評論社, Tōkyō, 331 p.

FUKUOKA BURAKUSHI KENKYŪKAI 福岡部落史研究会 (dir.), 1979, *Fukuoka-ken hisabetsu burakushi no shosō* 福岡県被差別部落史の諸相 [Divers aspects de l'histoire des buraku discriminés du département de Fukuoka], Fukuoka burakushi kenkyūkai 福岡部落史研究会, Fukuoka, 441 p.

FUKUOKA BURAKUSHI KENKYŪKAI 福岡部落史研究会 (dir.), 1989, *Fukuoka no buraku kaihōshi* 福岡の部落解放史 [Histoire de l'émancipation des buraku de Fukuoka], tome 2, Kaichōsha 海鳥社, Fukuoka, 263 p.

HARADA Tomohiko 原田伴彦, 1975 [1973], *Hisabetsu buraku no rekishi* 被差別部落の歴史 [Histoire des hameaux discriminés], Asahi shinbunsha 朝日新聞社, Tōkyō, 396 p.

HARAGUCHI Eiyū 原口颯雄, 1988, « Kikanshi “Suihei geppō” ni miru Zenkyūshū Suiheisha no undō » 機関紙『水平月報』にみる全九州水平社の運動 [L'activité de la Zenkyūshū Suiheisha au regard de l'organe *Suihei geppō*], in SEINAN CHI.IKISHI KENKYŪKAI 西南地域史研究会 (ed.), *Seinan chi.iki no shiteki tenkai : kindai-ben* 西南地域の史的展開一近代篇 [Développement historique des régions du Sud-Ouest à l'époque de la modernisation], Shibunkaku shuppan 思文閣出版, Kyōto.

HARAGUCHI Eiyū 原口颯雄, 1989, « Suiheisha no shisō to undō » 水平社の思想と運動 (Idéologies et mouvements de la Suiheisha), in FUKUOKA BURAKUSHI KENKYŪKAI 福岡部落史研究会 (ed.), *Fukuoka no buraku kaihōshi* 福岡の部落解放史, Kaichōsha 海鳥社, Fukuoka.

HARAGUCHI Eiyū 原口颯雄, 2001 in BURAKU KAIHŌ JINKEN KENKYŪJO 部落解放人権研究所 (ed.), *Buraku mondai jinken jiten* 部落問題・人権事典 [Dictionnaire encyclopédique de la question *buraku* et des droits de l'Homme], Kaihō shuppansha, Ōsaka.

HOSOSAKO Kanemitsu 細迫兼光, 1926, *Rōdōnōmintō no kōryō to seisaku* 労働農民党の綱領と政策 [Programme doctrinal et mesures proposées par le Rōdōnōmintō], Rōdōnōmintō Chōsabu 労働農民党調査部, Tōkyō.

KANEKO Uzeki 金子雨石, 1975, « Mitsui Tagawa tankō ni okeru rōdōsha no boshū to kaiko, 1 » 三井田川炭鉱における労働者の募集と解雇, 1 [Recrutement et licenciement des ouvriers dans les mines Mitsui de Tagawa, 1] in ENERUGI-SHI KENKYŪKAI エネルギー史研究会 (ed.), *Enerugi-shi kenkyū nōto* エネルギー史研究ノート [Cahier de recherches sur l'histoire de l'énergie], n° 5.

KAWAMUKAI Hidetake 川向秀武, 1989, « Buraku kaizen to seikatsu kadai » 部落改善と生活課題 [Améliorations des *buraku* et problèmes de la vie quotidienne], in FUKUOKA BURAKUSHI KENKYŪKAI 福岡部落史研究会 (ed.), *Fukuoka no buraku kaibōshi* 福岡の部落解放史 [Histoire de l'émancipation des *buraku* de Fukuoka], Kaichōsha 海鳥社, Fukuoka.

Kindai burakushi shiryō shūsei 近代部落史資料集成 [Compilation de documents historiques sur les buraku à l'époque de la modernisation], 1984-1987, San.ichi shobō 三一書房, Tōkyō.

KYŪSHŪ DAIGAKU SEKITAN KENKYŪ SHIRYŌ SENTĀ 九州大学石炭研究資料センター (dir.), 1993, *Sekitan kenkyū shiryō sōsho* 石炭研究資料叢書 [Collection de documents historiques pour les recherches sur le charbon], vol. 14, Kyūshū daigaku sekitan kenkyū shiryō sentā 九州大学石炭研究資料センター, Fukuoka, 217 p.

KYŪSHŪ DAIGAKU SEKITAN KENKYŪ SHIRYŌ SENTĀ 九州大学石炭研究資料センター (dir.), 2000, *Sekitan kenkyū shiryō sōsho* 石炭研究資料叢書 [Collection de documents historiques pour les recherches sur le charbon], vol. 21, Kyūshū daigaku sekitan kenkyū shiryō sentā 九州大学石炭研究資料センター, Fukuoka, 215 p.

MAHARA Tetsuo 馬原鉄男, 1973, *Nihon shihon shugi to buraku mondai* 日本資本主義と部落問題 [Le capitalisme japonais et la question buraku], Buraku mondai kenkyūjo 部落問題研究所, Kyōto, 493 p.

- MATSUMOTO Kichinosuke 松本吉之助, 1977, *Chikuhō ni ikiru* 筑豊に生きる [Vivre dans le Chikuhō], Buraku mondai kenkyūjo, Kyōto.
- MATSUZAKI Taketoshi 松崎武俊, 1979, « Edoki ni okeru fukuoka chihō no buraku to nōgyō, sono 5 » 江戸期における福岡地方の部落と農業, その五 (Les *buraku* et l'agriculture dans la région de Fukuoka à l'époque Edo, n° 5), in *Fukuoka-ken hisabetsu burakushi no shosō* 福岡県被差別部落史の諸相 [Divers aspects de l'histoire des *buraku* discriminés du département de Fukuoka], Fukuoka burakushi kenkyūkai 福岡部落史研究会, Fukuoka, pp. 85-120.
- NAGASUE Toshio 永末十四雄, 1973, *Chikuhō : sekitan no chi.ikishi* 筑豊—石炭の地域史 [Chikuhō : une histoire régionale du charbon], Nihon hōsō shuppan kyōkai 日本放送出版協会, Tōkyō, 248 p.
- NAGASUE Toshio 永末十四雄, 1979, « Chikuhō o chūshin to shita shihon shugi no hattatsu to buraku mondai » 筑豊を中心とした資本主義の発達と部落問題 [Le développement du capitalisme et la question *buraku* à partir du Chikuhō] in *Buraku kaihōshi : Fukuoka* 部落解放史・ふくおか [Histoire de l'émancipation des *buraku* : Fukuoka], n° 15.
- NAGASUE Toshio 永末十四雄, 1989, « Sekitan kōgyō to buraku mondai » 石炭鉱業と部落問題 [L'industrie charbonnière et la question *buraku*], in FUKUOKA BURAKUSHI KENKYŪKAI (ed.), *Fukuoka no buraku kaihōshi* 福岡の部落解放史, [Histoire de l'émancipation des *buraku* de Fukuoka] tome 2, Kaichōsha 海鳥社, Fukuoka, pp. 69-106.
- NAIMUSHŌ 内務省 [ministère de l'Intérieur], 2000 [1924], *Kōgyō rōdō jijō chōsho* 鉱業労働事情調査 [Enquête sur la situation du travail minier], in KYŪSHŪ DAIGAKU SEKITAN KENKYŪ SHIRYŌ SENTĀ 九州大学石炭研究資料センター (ed.), *Sekitan kenkyū shiryō sōsho* 石炭研究資料叢書 [Collection de documents historiques pour les recherches sur le charbon], vol. 21, Kyūshū daigaku sekitan kenkyū shiryō sentā 九州大学石炭研究資料センター, Fukuoka, 215 p.

- NAKAMURA Naofumi 中村尚史, 2008, « Chihō zaibatsu » no tanjō », in *ISS Discussion Paper Series*, Tōkyō daigaku shakaikagaku kenkyūjo 東京大学社会科学研究所, Tōkyō.
- OGINO Yoshihiro 荻野喜弘, 1993, *Chikuhō tankō rōshi kankei-shi* 筑豊炭鉱労使関係史 [Une histoire des relations de travail dans les mines du Chikuhō], Kyūshū daigaku shuppankai 九州大学出版会, Fukuoka, 448 p.
- SABOURET Jean-François, 1983, *L'Autre Japon : les burakumin*, Maspero, Paris, 155 p.
- SAKAMOTO Yūichi 坂本悠一, 1997, « Chikuhō sekitan kōgyō to hisabetsu buraku » 筑豊石炭鉱業と被差別部落 [L'industrie houillère du Chikuhō et les buraku discriminés] in *Buraku mondai kenkyū* 部落問題研究 [Études de la question buraku], n° 140.
- SANO Manabu 佐野学, 1923, *Suihei undō* 水平運動 [Mouvement pour l'égalité], archives personnelles de l'auteur, 29 p.
- SHINDŌ Toyo.o 新藤東洋男, 1978, *Chikuhō no jokōfutachi* 筑豊の女坑夫たち [Les femmes mineurs du Chikuhō], Buraku mondai kenkyūjo 部落問題研究所, Kyōto.
- SŌMUCHŌ 総務庁 [Agence des Affaires, 1995, *Dōwa mondai no genkyō, heisei nananenban* 同和問題の現況平成七年版 [État actuel de la question dōwa, année 1995], Chūō hōki shuppan 中央法規出版, Tōkyō.
- SUMIYA Mikio 隅谷三喜男, 2003 [1968], « Nihon sekitan sangyō bunseki » 日本石炭産業分析 [Analyse de l'industrie minière au Japon] in *Sumiya Mikio chosakushū* 隅谷三喜男著作集 [Recueil des travaux de Sumiya Mikio], vol. 4, Iwanami shoten 岩波書店, Tōkyō.

- TACHIBANA Takashi 立花隆, 1983 [1978], *Nihon kyōsantō no kenkyū* 日本共産党の研究 [Recherches sur le Parti communiste japonais], vol. 3, Kōdansha 講談社, Tōkyō, 362 p.
- TAKANO Nobuharu 高野信治, 2007, « Kinsei daimyō no nōsei tenkai to shakai sabetsu » 近世大名の農政展開と社会差別 [Politiques agricoles et discrimination sociale sous l'égide des seigneurs de la période moderne] in *Hikaku shakai bunka* 比較社会文化 [Social and Cultural Studies], vol. 13, pp. 36-43.
- TAKI Yoshihisa 滝井義高, 1985, « Assatsu sareta tankō » 圧殺された炭鉱 [Houillères étouffées], in ISOMURA Ei.ichi 磯村英一 (ed.), *Teihen shakai* 底辺社会 [La société des bas-fonds], Yūzankaku shuppan 雄山閣出版, Tōkyō, pp. 203-216.
- TANAKA Masato 田中真人, 2001, « Rōdōnōmintō » 労働農民党, in BURAKU KAIHŌ JINKEN KENKYŪJO 部落解放人権研究所 (ed.), *Buraku mondai jinken jiten* 部落問題・人権事典, Kaihō shuppansha, Ōsaka.
- TOKITA Yoshihisa 戸木田嘉久, 1976, *Hatarakumono to buraku mondai* 働くものと部落問題 [Les travailleurs et la question buraku], Buraku mondai kenkyūjo shuppanbu 部落問題研究所出版部, Kyōto.
- TOKITA Yoshihisa 戸木田嘉久, 1989, *Kyūshū tankō rōdō chōsa shūsei* 九州炭鉱労働調査集成 [Compilation d'enquêtes sur le travail dans les mines de Kyūshū], Hōritsu bunkasha 法律文化社, Kyōto, 427 p.
- TOKITA Yoshihisa 戸木田嘉久, 1992, « Chikuhō no tankō to buraku no koto » [À propos des mines et des buraku du Chikuhō] in *Ritsumeikan keizaigaku* 立命館経済学 [Sciences économiques de Ritsumeikan], n° 5, vol. 41.
- TŌKYŌ CHIHŌ SHOKUGYŌ SHŌKAI JIMUKYOKU 東京地方職業紹介事務局 [Bureau de l'emploi de Tōkyō], 2000 [1928], « Chikuhō o chūshin to shita shihon shugi no hattatsu to buraku mondai » 最近内地在留朝鮮人調べ,

in *Sekitan kenkyū shiryō sōsho* 石炭研究資料叢書 [Collection de documents historiques pour les recherches sur le charbon], vol. 21, Kyūshū daigaku sekitan kenkyū shiryō sentā 九州大学石炭研究資料センター, Fukuoka.

TSUCHIANA Fumito 土穴文人, 1975, « “Nōminrōdōtō” no seiritsu keika to rōdōkumiai » 「農民労働党」の成立経過と労働組合 [Le processus de formation du « Nōminrōdōtō » et les syndicats ouvriers] in HŌSEI DAIGAKU SHAKAIGAKUBU GAKKAI 法政大学社会学部学会 (ed.), *Shakai rōdō kenkyū* 社会労働研究 [Recherches sur le travail et la question sociale], n° 12, pp. 195-271.

TSŪSHŌ SANGYŌSHŌ 全九州水平社通商産業省 [ministère du Commerce, 1964, *Honpō kōgyō no sūsei gojūnen-shi, zokuben* 本邦鉱業の趨勢50年史, 続篇 [Histoire d'un demi-siècle de l'industrie houillère de notre pays], Tsūshō sangyō chōsakai 通商産業調査会, Tōkyō.

UEDA Masayo うえだまさよ, 1977, « Watashi no oitachi » わたしのおい
たち [Mon enfance], in TŌJŌ Takashi 東上高志 (ed.), *Watasha soredemo ikitekita* わたしやそれでも生きてきた [Pourtant, j'ai continué à vivre], Buraku mondai kenkyūjo, Kyōto.

YADA Toshifumi 矢田俊文, 2014, *Yada Toshifumi chosakushū* 矢田俊文著作集 [Œuvres de Yada Toshifumi], vol. 1, Hara shobō 原書房, Tōkyō.

YOSHIDA Fumiyoshi 吉田文茂, 2013, « Musan seitō kessei to zenkoku suiheisha » 無産政党結成と全国水平社, publié sur la page internet du centre de recherche Buraku Kaihō Jinken Kenkyūjo 部落解放人権研究所.

UENO Eishin 上野英信, 1960, *Owareyuku kōfutachi* 追われゆく坑夫たち [Les mineurs traqués], Iwanami shoten 岩波書店, Tōkyō, 246 p.

ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA 全九州水平社, 1985, *Suihei geppō* 水平月報 [Bulletin mensuel de la Suiheisha de Kyūshū], n° 1-28, 1924-1927 ; archives

reproduites dans *Suihei geppō fukkokuban* 水平月報復刻版, Fukuoka burakushi kenkyūkai 福岡部落史研究会, Fukuoka, p. 1-109.

Résumé : la région du Chikuhō (Kyūshū) reste fortement associée à l'histoire du charbon. Les liens entre communautés de parias (*burakumin*) et l'industrie de la houille y sont moins connus, l'historiographie d'après-guerre ayant peu abordé cette question. Les communautés *buraku* sont pourtant bien présentes dans le Chikuhō, le plus souvent à proximité des anciennes mines. Nous montrons ainsi qu'il existe un lien organique, entre la présence *buraku* dans le Chikuhō et l'industrie du charbon, procédant de facteurs historiques et sociaux. L'industrialisation des houillères à la fin du XIX^e siècle aurait pu conduire à l'intégration de ces *burakumin* au sein de la classe ouvrière émergente. Mais la discrimination a pourtant perduré au sein du prolétariat minier et fit même partie des stratégies de certains groupes industriels pour la gestion des populations ouvrières. Cette question de la spécificité *buraku* s'est aussi posée au mouvement ouvrier, au sein des syndicats et dans les stratégies du Parti communiste japonais. La nature et l'évolution du rapport des groupes de défense des *burakumin* aux autres syndicats de mineurs ont ainsi évolué, selon les impératifs du moment et les rapports de force, entre solidarité, alliance et subordination.

Mots-clés : Charbon, parias, buraku, Chikuhō, Parti communiste, discrimination, populations ouvrières

Abstract: The region of Chikuhō (Kyūshū) remains strongly associated with a long history of coal mining. The links between outcast communities (burakumin) and the coal industry are less well known, as post-war historiography has hardly broached the subject. However, buraku communities are well represented in Chikuhō, most often in the vicinity of former mines. We show that there is an organic link, between the buraku presence in Chikuhō and the coal industry, stemming from historical and social factors. The industrialization of the coal mines at the end of the 19th century could have led to the integration of these burakumin into the emerging working class. But discrimination persisted within the mining proletariat and was even part

of the strategies of some industrial groups for the management of the working-class populations. This question of buraku specificity has also been raised within the workers' movement, the labor unions and in the strategies of the Japanese Communist Party. The nature and evolution of the relationship between burakumin defense groups and other miners' unions has thus evolved, in accordance with punctual imperatives and the balance of power, between solidarity, alliance and subordination.

Keywords: Coal, Outcasts, buraku, Chikuhō, Japan Communist Party, discrimination, working-class

キーワード： 筑豊炭田、部落問題、労資関係、就職差別、労働運動

